

# INFORMATIONS

## CORRESPONDANCE

## OUVRIERES

le Numéro : 1 F 50 - MENSUEL

N° 93 - MAI 1970

### SOMMAIRE

Luttes de classes	1
Travailleurs et syndicats	8
Belgique	13
Grève sauvage aux U.S.A.	15
L'exploitation et la lutte de classe	16
Les merveilles de la culture	20
Des camarades et des groupes	22
Notes de lecture	25
Publications	28
Modification du texte de présentation	30

Directeur de la Publication : P. BLACHIER  
Imprimerie Coop. l'Abeille -- Montpellier

## Luttes de classes et mouvement révolutionnaire

(le début de cet article figure dans le n° 91-92 mars-avril 1970, page 1)

Ce texte, comme tous ceux qui peuvent figurer à cette même place, n'est pas un éditorial qui apporte la position de « l'équipe dirigeante » ou « la ligne de l'organisation ». Ainsi que nous en étions convenus, ces « éditos » sont destinés à provoquer une discussion ; à chacun de se débarrasser de la tradition plus ou moins consciente qui lui fait considérer l'article de tête comme le morceau de choix. Les camarades avaient pris soin de préciser au début de leur texte : « ...provisoire d'un groupe de camarades à l'intérieur du réseau d'I.C.O. et d'autres réseaux ; il ne postule que son dépassement ; il n'est qu'une contribution au débat. »

### LE MOUVEMENT ETUDIANT

Pour nous, le problème du mouvement étudiant est à poser aux mêmes niveaux : niveau de continuité et niveau de rupture, mais à partir d'une histoire sociale totalement idéologique et irréaliste, qui empêche de comprendre le discours pratique des étudiants révolutionnaires.

Le mouvement étudiant (radical) réel de mai-juin 68 et qui subsistait à l'état de décomposition l'année dernière, est à l'extérieur des facultés actuellement. C'est-à-dire tous les gens qui en mai-juin 68 ont été les éléments les plus radicaux dans les facs (Mouvement du 22 mars, groupes autonomes divers, etc...) se retrouvent actuellement hors de celles-ci. De Nanterre à Lyon, c'est la même chose. Ou ils bossent à l'extérieur (bureau, petits boulots, etc...) ou ils traînent, ou restent à l'intérieur en ne faisant rien, en assistant, et c'est tout, aux luttes des gauchistes. « La fac, c'est inutile d'y rester », « rien à y foutre », etc...

Restent à la fac les gauchistes et les autres. Les éléments radicaux n'y restent généralement que pour les bourses (quand ils y restent un petit peu) et les sursis, ou sont paumés dans la nature. Ils sont devenus de plus en plus anti-étudiants (mais ceci de façon encore inconsciente).

Les gauchistes, eux, occupent, ou tendent à l'occupation de tout l'espace universitaire. Ils n'ont guère plus de clientèle, car tout le monde étudiant est devenu gauchiste. C'est-à-dire que la clientèle d'un groupuscule est un autre groupuscule ou plusieurs autres (phénomènes de mini-groupuscules entraînant l'atomisation de ceux-ci d'ailleurs).

A) Pour comprendre ceci, il faut partir de la prolétarianisation immédiate et dans le devenir de l'étudiant.

1) prolétarianisation immédiate, et c'est facile à comprendre : faible budget, menus travaux, perte de prestige, absence totale de pouvoir, et « misère en milieu étudiant », etc...

2) Proletarianisation du devenir de l'étudiant. Prenons trois exemples : le prof, le sociologue, l'ingénieur.

a) le prof, par exemple, est de moins en moins flic, une courroie de transmission de l'idéologie bourgeoise. Il est moins un flic par ce qu'il fait ou essaie de faire entrer dans les têtes, que par le fait qu'il doit garder entre quatre murs des enfants de 12 ans, en les réprimant ; c'est-à-dire qu'il est tombé en bas de l'échelle flic, il n'est bientôt plus qu'un sous-flic pion. En effet, la classe dominante a, à chaque période historique, secrétée l'idéologie qui devait la faire tenir, et faire marcher la machine. Ex : 1) la religion, d'où le rôle du prêtre

2) l'idéologie du scientisme, d'où le rôle du prof et du savant

3) les sciences humaines, d'où le rôle du sociologue.

En effet, le prof qui enseigne CORNEILLE, par exemple, en 1970, n'a plus aucun pouvoir par le fait qu'il enseigne CORNEILLE, car CORNEILLE n'a guère plus lui-même d'utilité pour la bourgeoisie. Les enfants qui écoutent ses cours n'en retiennent rien (ou presque) non pas par révolte, mais parce qu'ils sont déjà imprégnés d'une culture, d'une idéologie, de valeurs plus modernes. En effet, c'est la culture de la marchandise qui a remplacé la culture littéraire, puis scientifique. Ex : un gamin de 7 ans sait tous les noms de voitures, les caractéristiques des moteurs, etc., tel un catalogue. La culture devient le cataloguement des marchandises produites (en vérité elle n'est le catalogue que des marchandises, et même pas de la production) (cf K. Marx, Le Capital I, note 5 : « en vertu d'une « fictio juris » économique, tout acheteur est censé posséder une connaissance encyclopédique des marchandises » ; cette « fictio juris » s'est changée en « réalité de fait »). C'est là que le pouvoir tient les gosses (et leurs jeux).

D'autres transmissions de l'idéologie bourgeoise sont plus importantes et plus décisives que l'école : les affiches, la télé, la radio, la rue, la production elle-même, par la culture de la consommation (combien de voitures X construites cette année, combien de marques de lessives, etc...). C'est-à-dire c'est toute la société elle-même et ses structures (anti) communicatives qui est devenue totalement le lien de transmission de l'idéologie bourgeoise moderne.

Bientôt on n'enseignera plus Corneille. Le prof tend à disparaître car le contenu change, plus de technique (même pas de science) et ce seront les ordinateurs qui feront les cours. Les nouvelles valeurs ne sont plus celles d'Horace ou du Cid, mais celles de la R8 ou de la caméra machin (les marchandises sont les nouveaux héros) Vitesse, Rationalité, Rendement, Hygiène, etc... Le prof est de moins en moins un flic, car son pouvoir est devenu un

pouvoir archaïque avec de moins en moins de pouvoir : il fait de plus en plus rire. Il est de moins en moins important, c'est un reste.

Cette proletarianisation du prof se traduit très nettement d'ailleurs sur quatre points :

- il consomme de moins en moins de pouvoir, il est de plus en plus réprimé (et considéré comme nul) par l'administration, par les contrôles, etc.. même ses gamins le répriment ! !

- il est de moins en moins payé (relativement) pour les services qu'il rend à la bourgeoisie.

- il y a d'ailleurs de plus en plus de chômage d'agréés, de licenciés, etc...

- ses revendications syndicalo-corporatistes, traduisent cet état de fait, par deux tendances : 1) soit tendance à la modernisation, à la prise en mains des ordinateurs, comme solution presque suicidaire --- 2) soit tendance à revendiquer des crédits, la liberté syndicale, plus de postes, etc... (solution désespérée).

b) le sociologue : idem... de moins en moins de boulot, et des boulots de moins en moins importants : gratte-papier qui fait des statistiques, c'est tout... Chômage énorme.

c) l'ingénieur : de moins en moins payé comme ingénieur, mais de plus en plus rabaissé au rang de simple ouvrier sur-qualifié, et ceci au niveau de son pouvoir dans la boîte.

3) Ce mouvement de proletarianisation du devenir de l'étudiant, n'est pas gratuit, il est lié au fait que, de plus en plus, les nouveaux flics sont :

- les cadres supérieurs,
- les programmeurs de télé, les offices d'information, les publicistes,
- les administrateurs,
- les ordinateurs,
- les syndicalistes,
- l'Etat.

---

NOTES AUTOCRITIQUES sur la 1ère partie (le mouvement ouvrier)

1) Précisons que les Cahiers de Mai ne peuvent être si simplement assimilés au P.S.U., C.F.D.T., mais qu'ils participent également au mouvement gauchiste, et même au mouvement conseilliste pour certains, ce qui pose d'ailleurs des problèmes. On en reparlera.

2) La fin du texte sur le mouvement ouvrier (D) n'est pas à prendre comme un absolu ; il est évident que la fin du travail est impossible ; que l'automation ne résoud rien ; qu'il s'agit de diriger les machines et de mettre en place de toutes façons, le dispositif technique, et de toujours l'améliorer. Il s'agit plus exactement de travailler le moins possible, en sachant bien que le travail qui reste, a beau être social, il n'est qu'une aliénation, et ne peut être rendu ludique par quelque déclaration que ce soit.

B) Les étudiants peuvent donc être divisés en 3 couches grosso-modo :

- les « radicaux » : qui savent plus ou moins bien qu'ils sont des prolos, et donc n'ont plus rien à foutre des facs et dont les désirs sont ceux d'être prolétaires, c'est-à-dire dépossédés sans pouvoir sur leur vie, c'est-à-dire dont les désirs sont des désirs radicaux, car ils n'ont rien à perdre mais tout à gagner (anti-étudiant).

- les gauchistes qui voient très mal qu'ils deviennent des prolos, et qui se masquent la face, s'accrochant à leur ancienne fonction sociale privilégiée de façon désespérée ; ils essaient de perpétuer la fonction privilégiée de l'étudiant en perpétuant le monde et le milieu étudiant. Leurs luttes sont toutes inscrites dans ce mouvement. Ils tendent à faire remplacer les cours des profs par les groupes d'enquête ; ils remplacent les cours ex-cathédra par des cours de formation militante, et une activité militante à l'intérieur de la fac, afin de la remplir de leur présence, de la garder. Ils se précipitent même, astuce plus fine, sur les postes d'assistants. Ils créent des phantasmes trimbalant une idéologie de type léniniste, c'est-à-dire des modèles de révolution et d'organisation sociale où les intellectuels ont un rôle dirigeant. Mais ce n'est que des phantasmes puisque nous sommes en 1970 en pays industrialisé ; et la classe ouvrière ne répond aucunement à leurs appels. De plus en plus tous les étudiants deviennent gauchistes. Toute l'idéologie gauchiste est l'idéologie d'une classe qui essaie de s'accrocher à son ancienne position, position dans le pouvoir. Ils y arrivent le mieux dans les Instituts ou à Vincennes par exemple, là d'où ils peuvent sortir avec encore quelques possibilités d'ingérence réelle dans les affaires de la société. Ils revendiquent : tickets de resto moins chers, augmentation des bourses, chute du tarif des droits universitaires, etc... et luttent contre l'organisation de la survie par la survie de l'organisation ils essaient de perpétuer leur position (et ceci plus ou moins consciemment).

- les bons étudiants : en voie de disparition. Commencent à adopter le langage, le mode de vie, le style, l'idéologie, gauchistes. Ce sont ceux qui ne sont pas encore tombés de haut, car durant leur vie d'étudiant, la vieille idéologie subsistante, et le fric de papa, jouent pour les empêcher de s'apercevoir qu'ils deviennent des prolétaires.

C) La stratégie possible du mouvement étudiant radical ne peut être dans ces conditions que le détournement de l'université (en faire autre chose). Pas d'occupation ce qui serait se faire avoir, faire du gauchisme. Bref, tendre à élaborer une stratégie qui pose comme but final :

- ou le détournement des facs (en faire autre chose d'après les désirs quotidiens)

- ou la destruction des facs c'est-à-dire tactiquement le sabotage..

- 1) qui a le mérite de faire avancer cette stratégie de détournement,
- 2) qui a le mérite de révéler aux autres étudiants ce qu'ils sont : des prolos, c'est-à-dire des gens totalement aliénés, et sans aucun recours sur leur vie.

Il est possible d'élaborer une tactique de réseaux, de groupes autonomes, agissant à l'intérieur des facs, contre le fonctionnement des facs, comme les jeunes prolos radicaux qui se battent dans leurs boîtes par le détournement et le sabotage, non au niveau idéologique (c'est-à-dire d'après un programme idéologique), mais d'après leur vie quotidienne. Cette tactique ne peut être qu'expérimentale au début, afin de se dépasser. Ceci est à discuter et à préciser. Et nous espérons qu'on en discutera et qu'on précisera.

D) Il y a à l'extérieur, tout de suite, des points de jonction entre les intellectuels radicaux et les ouvriers radicaux (par le fait qu'ils sont des prolos les uns et les autres). Et ces points sont en dehors de l'usine et de la fac ; ils sont le réseau social en entier (bars, bals, cinémas, etc...). Ex : Italie, où le mouvement a occupé les mairies, les gares, les immeubles, etc... Car c'est le réseau social qui est le nœud où tout se joue, d'où la jouissance est possible ; et peut repartir dans les usines et les facs comme une gangrène.

Certains lieux et certaines situations peuvent dès maintenant favoriser les rencontres, et ont commencé à le faire (troquets, cinés, bals, rues, places publiques, facs, vacances, etc...)

Ce qu'on avait transvasé idéologiquement dans le concept de « conseil ouvrier », il faut le remettre dans la vie, dans tous les lieux de la vie.

#### GROUPES AUTONOMES ET PRATIQUE REVOLUTIONNAIRE

Cette troisième partie devait être rédigée collectivement ; finalement, il nous a été impossible de le faire. Un camarade s'est chargé de cela. Il ne lui a été possible que de jeter ces quelques notes et propositions très formelles, c'est-à-dire qu'il n'a pu dire rien de plus précis que ce qui avait été tenté collectivement. Il le donne donc comme tel. Ceci ne fait que refléter l'impossibilité d'arriver à la concrétisation de cette nécessité entrevue par beaucoup de camarades, un peu partout, depuis trois ou quatre mois, mais restant uniquement au niveau du vœu pieux et abstrait. Ce qui suit a donc été rédigé trois mois après les deux premières parties, et juste pour la parution d'I.C.O. n° 93 ; ce retard et son expression formelle ne traduisant que le retard pratique actuel. Il nous semble cependant que c'est dans ce sens que devraient aller les discus-

sions et les pratiques diverses. Que le débat soit amorcé semble un point fort important cependant. A chacun de discuter, critiquer, préciser, etc...

#### A) RAPPELS THEORIQUES

1) Toute la vie des sociétés dans lesquelles règnent les conditions modernes de production s'annonce comme une immense accumulation de moments subversifs, se reliant entre eux.

2) Une accumulation de qualificatif est plus qu'une accumulation, c'est aussi un sens à cette accumulation, et ce sens, c'est le sens que confère pratiquement à l'histoire le mouvement révolutionnaire, le mouvement du qualificatif.

3) Il semble que le prolétariat n'ait pas encore réagi en tant que classe totalisante ; et il est assez clair que ce sont toujours des groupements de prolétaires plus combattifs ou plus conscients, qui aient animé ses luttes les plus violentes. C'est un fait. Et il est évident aussi qu'à chaque fois le prolétariat est allé un peu plus loin dans le sens de son existence et de sa réalité, dans la définition de son projet, et dans la reconnaissance de son être social et de son désir.

4) Mais il est aussi assez net qu'il n'est pas nécessairement révolutionnaire, mais qu'il est fasciste stalinien, ou réformiste, s'il se peut ; et que la dialectique révolutionnaire ne vient pas de son essence, mais de son activité. Et son activité est au départ l'œuvre de groupes « minoritaires » qui ont accéléré le processus de socialisation des luttes.

5) Il est évident qu'ont joué un rôle, dans ce processus, non seulement des groupes d'ouvriers, mais également des « intellectuels » déclassés et que d'autre part, le mouvement paysan est une réalité indéniable. Or, actuellement, la prolétarisation des « intellectuels » et des paysans fait que de plus en plus ce ne seront plus des intellectuels déclassés, mais bien la classe des intellectuels (ainsi que le mouvement paysan) qui rejoindront la lutte du « prolétariat » aux côtés de la classe ouvrière.

6) Mais actuellement ce mouvement ne fait que s'amorcer car la bourgeoisie et le pouvoir doivent liquider leurs propres retards, et d'autre part, la vieille idéologie « ouvriériste » masque de façon « hallucinante » encore la réalité de cette prolétarisation. Ce qui explique que le mouvement révolutionnaire est encore fait de luttes séparées, alors que la théorisation de ces luttes devient unitaire, en avance d'un cran sur ces luttes là. Il faut passer du mouvement révolutionnaire « hallucinogène » au mouvement devenu « érogène ».

#### B) PRATIQUE REVOLUTIONNAIRE

1) a - il nous semble que la première tâche des groupes autonomes est d'essayer d'accélé-

rer ce processus de rencontre et d'unification, en l'analysant tout au cours de son développement afin de ne pas sombrer dans le frontisme sous-léniniste ouvriers étudiants paysans curés hippopotames un même combat !

b - il y a dès maintenant un certain nombre de situations vécues de façon collective qui permettent cela ; toutes situations situées en dehors des lieux de production : bals (par exemple à Valence), cafés (cf l'action entretenue à Grenoble « action directe ») lutte contre la répression (l'exemple de luttes comme celle menée par les copains de Lyon en l'affaire Raton est typique : elle a permis des réunions de copains prolos et étudiants sur un même truc, d'une façon absolument non bureaucratique et même d'arriver à créer des liens durables au niveau de la vie de tous les jours) « Nous sommes contre tout ce qui tend à isoier la lutte et pour tout ce qui tend à l'élargir » (plate-forme d'I.C.O.).

c - Evidemment, il ne s'agit pas de créer des groupes bidons ouvriers-étudiants où tout tourne à vide ; mais il s'agit dès maintenant d'investir la réalité urbaine et sociale d'une façon attaquante afin de ne pas laisser le mouvement se replier dans les usines et les facs où chacun ira crever, séparé de l'autre.

2) La deuxième tâche est sur les lieux de production la tactique de sabotage systématique : a) dans les usines sabotage de la production, de son organisation, etc.. (cf. plus haut) arrivant à créer des situations subversives, c'est-à-dire pouvant s'étendre à l'extérieur de l'usine;

b) dans les facs : sabotage des études, c'est-à-dire sabotage non seulement de l'organisation officielle, mais aussi de l'organisation officieuse de ces études là (gauchiste) afin de vraiment laisser derrière soi un vide intolérable dans lequel des actions sont peut-être possibles... (cf plus haut). A discuter.

3) De toutes façons, c'est bien à partir des désirs réels des individus que peuvent se former ces interventions, désirs venant de leur être social, de leur vie quotidienne ; et non d'après des analyses ou un programme quelconques. L'analyse doit être technique, c'est-à-dire uniquement aider le désir à se réaliser. A préciser.

Agir en tant que groupe d'individus qui a sa vie propre, son existence propre (déterminés par les rapports de production, etc...) bref, en tant « quête social » et non agir en tant qu'élément extérieur, ou étranger, ou à la limite du sujet révolutionnaire, le Mythique Prolétariat qui nous excluerait à priori. Non pas en tant que « chair à lutte de classes » mais en essayant d'avoir le plus grand pouvoir sur nos actions, c'est-à-dire en nous déterminant sur notre terrain réel et non « au nom » du Prolétariat. Ce qui évidemment transforme

le type d'interventions, et la tactique en découplant (cf plus haut).

C) GROUPES AUTONOMES ET RESEAUX (et c'est ici que le texte est évidemment le plus abstrait et le plus formel).

1) Pour nous, tout ceci passe par la constitution de petits groupes AUTONOMES :

- c'est-à-dire se réunissant sur des bases de vie sociale (et donc affective) communes, et non d'après un schéma organisationnel
- ayant des bases minima théoriques communes leur permettant d'avoir une pratique commune et déjà interprétable.
- pouvant préciser leurs rapports entre eux, au cours de leurs luttes, et de leur vie sans luttes, et pouvant établir des rapports de vie comme « possibles »
- pouvant définir leurs secteurs d'intervention à partir des désirs (sociaux) des copains du groupe que ce soit au niveau de la vie quotidienne ou que ce soit à un niveau plus proprement dit « politique », ou que ce soit par le choix d'un travail politique sur un sujet bien précis, mais sans qu'aucune dichotomie ne s'installe là.

2) il ne s'agit ni de créer des Conseils Révolutionnaires, soient-ils de Nantes, de Perpignan ou de Perlim-pin-pin, ni des groupes préparant la création de conseils (comme le GRAC) ou d'autres choses, il s'agit uniquement de mieux s'insérer dans la lutte de classes, comme éléments de cette lutte, et de ces classes, c'est tout (Toute stratégie ne pouvant s'établir qu'au cours de la lutte, par la lutte elle-même. Actuellement : ouaf-ouaf !).

3) Nous pensons enfin que le meilleur type d'organisation entre ces groupes, est celle de RESEAU car elle a l'avantage

- de supprimer rapports hiérarchiques ou bureaucratiques ou formels, entre les groupes (groupe étudiant ou groupe ouvrier par ex).
- de pouvoir prendre des tas de formes diverses, selon les situations (sans rien perdre du dynamisme des groupes) selon les nécessités du moment, selon les accords entre groupes, etc...
- de pouvoir mieux faire passer l'information, la solidarité ; de pouvoir permettre plus facilement la rapidité d'intervention.

**(LA TACTIQUE DE RESEAU c'est un peu la TACTIQUE MULTIFORME ORGANISEE, CE QUI EST PLUS EFFICACE QUE LA TACTIQUE INFORMELLE DISPERSEE)**

Pour nous, cette constitution de réseaux de groupes autonomes, nous semble être tactiquement, théoriquement, et pratiquement, une nécessité pour le mouvement révolutionnaire.

Tous ceux qui sont intéressés pour essayer de préciser cette analyse plus que sommaire, sont les bienvenus. Merci camarades.

Texte rédigé collectivement - plus ou moins - par des camarades d'ARCHINOIR. Adresse : J. Francoz - 29, rue des Champs Elysées - 38 Grenoble.

\*\*

## DISCUSSION

La première partie de l'article ci-dessus (I.C.O. n° 91-92, page 1), a suscité des réactions fort diverses.

LETTRE D'UN CAMARADE DE NANCY (4-70) :

« Le télégramme venait bien de nous. Alors on va s'expliquer un peu :

Il s'agit d'étudier le mouvement ouvrier, d'analyser la lutte de classes en son état actuel. Vous ne considérez pas devoir partir d'une analyse économique ou des rapports de production, ni des appareils (hors sujet sans doute) mais des désirs quotidiens qui témoigneraient du « sens où vont les forces ». Il faudrait alors savoir si ces désirs sont l'expression de la situation d'exploités ou s'ils sont soumis à l'idéologie bourgeoise. Considérez-vous comme acquises à la conscience des travailleurs les analyses marxistes traditionnelles ? Cette prise de conscience n'étant pas, bien sûr, intellectuelle, mais acquise dans la lutte de classes ; en ce sens la lutte serait déjà révolutionnaire et le désir des masses, la prise en charge de la société. Dans le cas contraire, reste à savoir de quel ordre est le « désir » que vous considérez comme le plus significatif, celui du refus de produire. Tout d'abord est-il le fait de l'ensemble de la classe ouvrière (dans ce sens il est l'expression du stade actuel de la lutte) ou bien n'est-il que le fait d'un certain nombre de jeunes ouvriers que le travail de producteur fait chier ? Dans la seconde alternative, il n'est pas assimilable au mouvement ouvrier et ne constitue qu'un phénomène marginal. Même s'il s'assortit d'une révolte anti-autoritaire intéressant tout le réseau social, on distingue mal ce qui différencie des mouvements analogues de type petit bourgeois (voir ce qu'il reste de révolutionnaires parmi tous les « contestataires » de mai 68). Bref, ce désir, tout au moins au stade où vous en parlez, mène plus aisément le jeune travailleur à Katmandou ou éventuellement au CHILI, plutôt que sur les chemins de la Révolution. A la limite on ne voit pas pourquoi le jeune prolo, que son travail fait chier, ne s'insérerait pas dans la classe bourgeoise s'il en avait la possibilité, pourquoi le droit à la paresse conduirait inéluctablement à la révolution plutôt qu'à l'opportunisme. Je ne prends pas les hippies pour des révolutionnaires ; petits bourgeois, ils ont plutôt une attitude de fuite face à leurs « problèmes ».

Nous avons chez nous l'exemple de deux jeunes prolos qui, partant de leurs désirs, n'ont jamais rien pu faire, qui voyaient dans le militantisme une façon de vivre « intensément », ils partent dans trois semaines pour les INDES (la Révolution ? plus tard) ; un autre, parti lui, il y a quelques mois nous envoie des lettres délirantes d'amour de l'Infini et de l'Infini de l'amour.

Vous avez l'air de croire qu'un travailleur doit passer par le stade petit bourgeois pour devenir révolutionnaire.

Vous avez l'air de croire que l'ouvrier qui « veut vivre plus intensément » restera dans la boîte pour y mener la lutte révolutionnaire. Quand on désire une chose (ne plus bosser) on ne fait pas le contraire (aller bosser), si on n'a pas effectué une prise de conscience révolutionnaire ; or, le désir de ne plus bosser n'a rien de significatif en ce qui concerne cette prise de conscience. Alors, quand on dit des trucs pareils, ou bien on est con, ou bien on est ivre, à vous de choisir.

Une analyse du mouvement ouvrier sur de telles bases ne tient pas debout.

Quant au reste, à peu près d'accord, quoique l'occupation d'usine, quand elle se fait hors du syndicat (grève *sauvage*) ne prépare pas forcément une « auto-gestion de la misère ». Les luttes s'étendent à tout le champ social, d'accord, il est des moments où elles ne peuvent éclater que sur les lieux de travail. *Sauvages*, ces luttes préfigurent l'avenir, elles sont le début du processus.

Ceci dit, j'aimerais avoir l'avis d'autres camarades. Nous attendons une réponse. »

UNE CAMARADE DE TOURS s'est déclarée « très intéressés plus particulièrement par l'article I sur « Luttes de classes et mouvement révolutionnaire ». Serait intéressée par la position des camarades sur le « militantisme ». Ce qu'en écrit Vaneigem dans le *Traité de Savoir vivre*, p. III, me fait réfléchir... mais est-ce que ça ne peut devenir une justification pour ne rien faire, une théorisation de l'attentisme ? A ce sujet en accord avec le camarade de Vesoul qui se dit « en plein brouillard » et « que faire ? » à part « se révolutionner ». Difficile. Je connais les « Cahiers de mai » je ne les « voyais » pas comme ça... Je « reverrai ».

UN CAMARADE DE VESOUL est « entièrement d'accord avec ce qu'écrivent ces camarades » tout en déplorant que dans I.C.O. « il manque encore et toujours un texte théorique de fond, cela devient inquiétant à mon avis, excepté les premières pages, et encore, c'est très limité ».

UN CAMARADE BORDEAUX critique d'abord : « quel que soit l'abruti qui a rédigé l'éditorial du n° 90 (février 70) faites-lui savoir que nous (ex AEIS) n'avons jamais présenté les groupes autonomes comme une « éventuelle relève révolutionnaire » de la classe ouvrière. Faudrait voir à pas déconner. Le texte « A propos des conseils ouvriers » base de notre participation (qui fut plutôt un monologue, vues la passivité et les obsessions sexuelles de la plupart des autres « participants » à la contre-réunion de Bruxelles 69) a été publié dans AEIS 2 et dans le numéro spécial d'I.C.O. sur la rencontre internationale. Qu'on nous relise ». Ensuite, il précise aux auteurs de l'éditorial du numéro 91-92 : « Entièrement d'accord avec votre texte, sauf sur deux points bien précis :

a) A la question « il faudra bien produire » je réponds carrément *non*. Qui parle de production appelle la consommation, c'est-à-dire la séparation (dans l'espace, la tête, le corps et le temps) entre le désir et sa réalisation. Je précise : qu'est-ce que la production matérielle ? à partir de matières premières, brutes ou déjà élaborées, c'est les transformer en objets durables et *stockables*, adaptés à un certain usage. En fonction des désirs de réalisation de cet usage, ces objets sont (seraient) ensuite sortis du sock et mis à la disposition des désirants. Autrement dit : l'idéologie de la « prise sur le tas » mène tout droit à la réification dans le futur de désirs passés, au répétitif. Dès lors, l'automatisme n'est qu'un perfectionnement nécessaire de cette réification, à la reproduction automatique dans le futur de formes de production passées. Deux mots d'ordre à répandre maintenant par tous les moyens :

FIN DE LA PRODUCTION et : les désirs et leur processus de réalisation sont indissociables.

Faute de quoi nous courrons tout droit aux Conseils Ouvriers gestionnaires, alliés objectifs de ce que vous appelez : la tendance P.S.U.-C.F.D.T. -technocratique.

b) les conseillistes ne produisent pas que des fantasmes. Ils sont pris sans le savoir dans cette même sépa-

ration dont il est question en a) : désir d'un côté, réalisation de l'autre. Dans ces conditions, le projet de réalisation collective des désirs (collectifs ou individuels) ne peut que dégénérer en volonté de collectivisme dans la fabrication des environnements matériels de la réalisation de ces désirs (le psychique suit, comme l'intendance). Le conseillisme est à la fois protestation contre la séparation et compensation illusoire de cette séparation, et risque fort de devenir à brève échéance, un des meilleurs garants du maintien de cette séparation.

c) Nous nous trouvons maintenant devant une tâche bien précise dont la réalisation est à la fois possible et nécessaire : la construction d'une organisation révolutionnaire NON conseilliste, et qui de plus ne soit pas un recul par rapport à l'I.S. ou au conseillisme, ou aux exigences de mai 68. Sacré boulot, peut-être, mais faut s'y mettre.

d) tout ce qui a été dit ici est bien trop court et est à compléter par le n° 4 (et dernier) de l'AEIS à paraître prochainement.

UN CAMARADE DE LA DROME A ENVOYE LE TEXTE SUIVANT :

« *Naissance du mouvement radical* :

« L'éditorial d'I.C.O. n° 91-92 me paraît très intéressant.

Il balaie l'idéologie qu'encombre la réalité actuelle de la lutte de classes et permet de commencer à cerner le mouvement radical qui commence à se manifester ici et là. La théorie critique se dégage lentement mais sûrement et ainsi, l'existence de nos désirs et leurs réalisations par une pratique radicale.

Je vais personnellement essayer de clarifier en partie un point soulevé par les rédacteurs de l'éditorial : l'extension du mouvement ouvrier à tout le réseau urbain. Je suis moi-même un de ces travailleurs devenant marginaux de temps en temps (et de plus en plus fréquemment) par *désir* de sortir d'une boîte quand ils s'y font trop chier.

J'ai en fait un mode de survie (être social) de marginal temporaire, j'en ai donc évidemment la pratique. A partir de son désir de s'arrêter de bosser temporairement, le jeune travailleur devient marginal. Sa marginalité (voir note I) lui donne évidemment du temps libre qu'il essaie d'employer à satisfaire d'autres désirs : se ballader dans les rues, retrouver les copains, errer sans but avec la seule motivation du hasard des rencontres qui fait se former et se déformer les groupes, qui fait déconner, qui fait rire, qui fait baiser, qui fait caresser...

Le marginal occupe la rue, c'est-à-dire rien, c'est-à-dire tout, et notamment *tout* le réseau social urbain, mis en place par la société marchande. On se réunit dans les lieux publics « gratuits », l'hiver dans les halls de gare, de journaux, les entrées ou les sorties des grands magasins, etc., l'été sur les places, aux coins des rues. On reste à un endroit un quart d'heure, une heure, ou plus, quand on ne *s'y sent plus bien*, on change. Par leur présence de non-consommateurs, les marginaux détournent un peu ces lieux. Ils gênent. Souvent le flic du coin (de la gare, du grand magasin) intervient pour les faire circuler. Dans la rue c'est le flic préfectoral qui demande d'obtempérer. De plus en plus la résistance se manifeste spontanément à ce genre de répression, le flic n'est plus sacré, il ne fait plus vraiment peur (le moment du mouvement que fut mai 68 est très important dans la valeur exemplaire de la résistance manifestée). Menacé, il arrive que le flic doive se barrer sans avoir pu réprimer. Quelquefois la bagarre éclate.

A noter donc que le marginal se heurte à la répression à découvert. Tout le système répressif voilé en place dans les lieux de travail (syndicats) ou de loisirs (culture, idéologie, structures) est inexistant dans le réseau social urbain en prise directe sur la rue.

Le pouvoir doit pouvoir contrôler le temps du marginal qui n'a pas l'alibi de l'étudiant, du chômeur officiel, ou du P.D.G., pour ne pas travailler. Il retire temporairement sa production, et en même temps une partie de sa consommation, de plus il empiète sur le temps et l'espace réservés aux couches oisives et aux spécialisations non productives (bourgeois, bourgeoises, ménagères, étudiants). Il est à la fois en dehors du système productif-marchand, et à l'intérieur de l'espace-temps du système, comme un papier abandonné sur le trottoir qui est inutilisable par le pouvoir, et que celui-ci jette aux ordures.

*Pour le système, chaque chose doit être à sa place et le marginal n'a de place que dans la subversion du système.* Car la marginalité empiète sur le loisir (des « normaux ») et se confond avec celui-ci pour les marginaux qui voient se démystifier à leurs yeux, peu à peu, le loisir-récompense d'après boulot, de fin de semaine. C'est-à-dire que le marginal ne peut avoir de loisirs (puisque le temps de loisirs n'existe que relativement au temps de travail). TOUT SON TEMPS DEVIENT AINSI MARGINAL.

Le marginal (*qui peut être un gréviste, ne l'oublions pas*) n'a de place que dans la subversion du travail et du loisir (ou en taule) c'est-à-dire dans la lutte radicale contre le système : les yeux dans les yeux de la répression découverte.

Les luttes en cours nous montrent déjà que : à partir du désir naît la critique pratique du travail. celle-ci entraîne d'autres désirs qui conduisent la critique pratique vers une critique révolutionnaire radicale qui met en cause la totalité de la survie quotidienne. Evidemment, ne pas bosser ne suffit pas, mais à partir du non-travail, sentir que la marginalité n'est pas la « liberté », le « bonheur », etc.. voir que le travail dépassé, on entre en lutte directe avec le système.

La marginalité relative au travail ne peut être un but, elle est un moyen d'approche du pouvoir et ne se conçoit que dans une lutte intensive contre lui pouvant réaliser sa marginalité réelle (totale).

D'ailleurs, les marginalités but-soumission ne sont le fait que d'une frange artistico-intellectuelle, les beatniks-bohèmes qui se hâtent de se « réfugier » dans la drogue, la musique pop, l'opart, la religion hindoue, et toutes les formes d'expression de la décomposition du monde. Se récupèrent presque à la vitesse de récupération du pouvoir, ils se jettent dans toutes les morosités consommables que le système leur tend.

Le pouvoir pousse les marginaux bohèmes hors des villes et du réseau social sur les routes, en faisant pénétrer culturellement en eux (comme dans du beurre) l'idée que « faire de la route = liberté ».

Isolés, désarmés, à chaque halte citadine, ils se morfondent sur des bouts de trottoirs prêtés « complaisamment » par le pouvoir qui les *montre* comme étant « la jeunesse révoltée ».

Ainsi normalisée et bien employée dans l'idéologie dominante, la frange des bohèmes artistes se trouve rejetée loin de la lutte d'une classe à laquelle ils ont eu une espèce d'appartenance confuse et à laquelle ils n'appartiennent plus.

Actuellement la récupération des jeunes travailleurs marginaux ne comporte guère que leurs vols d'objets inutiles à leurs besoins (disques, gadgets divers, etc...)

Ce mode de récupération date de l'époque des boussonniers (voir note 2) - une dizaine d'années - et depuis, pas grand-chose de nouveau.

Au contraire, la répression directe s'abat de plus en plus durement sur les marginaux :

- rafles systématiques de tout ce qui traîne dans les rues l'après-midi

- fiches de signalement constituées au cours d'interrogatoires illégaux (prise de photos, d'empreintes digitales, etc...)

- tabassage de certains (les plus faibles socialement) avec avis que s'ils ne travaillent toujours pas, la prochaine fois on les collera au trou, etc...

*Cette répression n'existe pas pour rien, et l'alibi des flics « qui veulent prévenir la conséquence du non-travail : le vol », ne fait que cacher la cause réelle de la répression : le processus de subversion par le non-travail et l'occupation des lieux faibles du pouvoir, en même temps qu'il confond « l'affaire de droit commun » et « l'affaire politique », dans la critique en actes de la survie quotidienne par le désir.*

Une des tâches actuelles est donc de lutter avec les droits bourgeois, contre cette répression dans ses formes illégales (naissance de noyaux locaux de « défense active ») parallèlement à la lutte pour la réalisation de nos désirs dans la subversion du système.

Ce texte n'est lui aussi qu'une contribution au débat amorcé.

(à suivre).

\*\*

NOTE 1 : la marginalité dont il s'agit est évidemment relative au travail. La marginalité totale, c'est-à-dire relative au pouvoir, est la subversion totale de celui-ci.

NOTE 2 : la différence est réelle entre les bandes actuelles et celles de l'époque des blousons noirs. Ceux-ci formaient des bandes hiérarchisées à l'extrême avec un chef indiscuté, ayant fait ses preuves qui imposait sa volonté, qui avait le droit de frapper ses « hommes », le droit exclusif de baiser avec sa favorite, etc... La rivalité entre bandes (bagarres sanglantes) était le moyen d'émulation et de survie de chacune et à l'intérieur de même pour les membres. Il subsiste peu de bandes, du moins dans leurs formes d'alors ; elles sont remplacées par des groupes désorganisés à la composition fluctuante, suivant les rencontres de la journée. Des leaders, plus ou moins affirmés, existent évidemment, mais rarement sans discussion. On se bat de moins en moins contre d'autres groupes, de plus en plus contre un pouvoir se dévoilant. La révolte des jeunes marginaux est passée de l'âge préhistorique, aux premières années de son histoire se fondant, en le révélant, au mouvement ouvrier dont les marginaux font effectivement partie.

Lors de la réunion des *camarades de Paris* du 18 avril il a été discuté de cet éditorial sous différents aspects :

1) l'existence à I.C.O. de deux « tendances » (voir éditorial du n° 90, février 70) s'est affirmée, mais avec un éventail de positions tel qu'il est malaisé de tracer une frontière nette, critiques globales, critiques de détails, accords, devraient s'exprimer dans des textes retenant ce débat.

2) la poursuite de cette discussion suppose que chacun puisse également s'exprimer. Il est impossible de maintenir la formule acceptée à la rencontre nationale 69 et mise en pratique tant bien que mal jusqu'à maintenant (I.C.O. journal national publiant tout). Pas de finances suffisantes, pas de temps matériel. Les lettres

les textes (avec des prières impératives d'insérer) deviennent abondants, le plus souvent de camarades qui ne sont pas des ouvriers : ceux-ci ont beaucoup moins de possibilité de s'exprimer. Un tri qui fait écarter de rares textes (ce qui vaut l'accusation de censure) ne résoud rien : les camarades de Paris exécutant la volonté de tous les camarades, sont conduits ainsi à une auto-censure qui joue par différentes voies (problèmes posés dans le n° 91-92, mars-avril 70, page 36, et qui devront être résolus à la rencontre nationale 70).

3) orientations de la discussion sur l'éditorial :

— la description des faits du mouvement ouvrier ne correspond pas toujours à la réalité. Ce qui est prêté

aux syndicats quant aux grèves sauvages, aux occupations et à l'organisation de conseils, relève plus de l'imagination que de l'observation des luttes. Pourtant les luttes actuelles montrent clairement la cassure entre les courants autonomes et toutes les organisations (y compris gauchistes).

— il faut insister sur la désacralisation du travail c'est effectivement un problème important qui se pose de plus en plus au niveau des boîtes.

— débat et divergences sur le sens à donner aux occupations d'usines, sur la présence des ouvriers dans les boîtes ou dans la rue.

## Travailleurs et syndicats en France

La lutte de classe ce ne sont pas seulement les grèves dont on parle et celles dont on ne parle pas, mais c'est beaucoup plus le quotidien dans l'entreprise. La grève c'est la lutte quotidienne menée avec d'autres moyens. Le mode de faire-valoir capitaliste, les techniques de production, c'est-à-dire les techniques de mise en œuvre des matières premières, dont la force de travail, changent constamment. La manière dont le capitalisme exploite la force de travail se modifie, non seulement par l'utilisation de nouvelles matières premières et de nouveau matériel, mais aussi par la résistance de la matière première — les travailleurs — à ces nouvelles méthodes d'exploitation.

La transformation des structures du capitalisme (entreprises de plus en plus grandes, automation, organisation totale et précise de tout le processus de production) est à la fois la conséquence de toutes ces modifications technologiques et des résistances, autant quotidiennes que momentanément dans les grèves, défensives ou offensives des travailleurs. Mais, à son tour, cette conséquence devient la cause de nouveaux conflits, de nouvelles luttes, qui entraînent de nouvelles tentatives d'aménagement. Ainsi se poursuit, à travers des contradictions constantes, à travers l'évolution du capitalisme, une « dialectique » qui voit surgir les tendances vers un monde nouveau, sans exploitation du travail, où les hommes gèreraient eux-mêmes leurs propres activités en fonction de leurs propres besoins.

A l'étape présente, en France, l'organisation capitaliste moderne fait apparaître la nécessité d'une planification de la force de travail, tout comme n'importe lequel des facteurs de production. A l'échelon de l'entreprise moderne, comme à celui de l'Etat, il faut de plus en plus planifier, régler en détail la fourniture « travail ». Pour atteindre ce but, le capitalisme a besoin de spécialistes : à l'apparition dans les services du personnel de sociologues, psychologues, organisateurs, etc... correspond l'utilisation des spécialistes syndicaux à tous les échelons de la production et la pratique qui se développe rapidement des contrats d'entreprise précis, de longue durée et très stricts.

Il est bien évident que pour fonctionner parfaitement, ces contrats supposent une matière première la plus inerte possible. Aux nécessités de la production capitaliste moderne correspond donc une fonction syndicale différente, laquelle tend à imposer un cadre « normalisateur » aux travailleurs. Les appareils syndicaux sont pris dans cette même dialectique, offensifs et novateurs comme agents d'adaptation des structures anciennes, défensifs et rétrogrades comme agents de défense des structures existantes ; mais dans les deux cas, ils sont des agents de contrainte car la finalité de toutes les

mesures qu'ils prennent est celle de la société capitaliste elle-même, c'est-à-dire le profit à travers l'exploitation du travail salarié.

La possibilité pour les appareils syndicaux de jouer pleinement ce rôle ne dépend pas de la volonté des dirigeants capitalistes ou syndicaux, mais de la situation économique elle-même, du niveau de développement du capitalisme, ce qui se traduit par des possibilités ou impossibilités politiques. Dans les pays capitalistes d'Etat (Russie, Chine, etc...), dans les pays à capitalisme très concentré (monopoles), le syndicat apparaît totalement du côté du pouvoir économique et politique, participant aux organes économiques et politique, disposant d'un pouvoir économique et politique, légal ou contractuel (Angleterre, Allemagne, Belgique, Suède, par exemple). Ses rapports avec les travailleurs deviennent totalement des rapports de contrainte indirecte (économique, politique) ou directe (violence). Dans les pays sur la voie de cette concentration (France, Italie, par exemple), ces rapports sont plus complexes : ils cessent peu à peu d'être des rapports de confiance pour devenir des rapports de contrainte. Et selon les circonstances, c'est l'un ou l'autre de ces rapports qui transparaît.

L'analyse des rapports travailleurs-syndicats au cours des luttes des six derniers mois montre bien ce double caractère, souvent contradictoire au cours d'une même lutte. La violence directe du syndicat contre les travailleurs y apparaît surtout dirigée contre les « avant-garde » qui par leurs tentatives d'entraîner à l'offensive, risquent de briser tant les positions syndicales acquises que la planification de la force de travail dans les accords d'entreprise. La répression directe est la plus fréquente par l'encadrement des luttes, l'utilisation de moyens inspirés de l'action autonome des travailleurs, la conclusion d'accords d'entreprise comme terme d'une grève, la substitution des fins politiques du syndicat (valable pour tous les syndicats ou groupuscules) aux fins propres qui se dégagent de l'action autonome des travailleurs. Cette forme de répression, si elle subsiste dans une forme d'économie capitaliste en évolution, correspond, en relation avec cet état de fait, à la persistance de la « confiance » des travailleurs dans les syndicats et le syndicalisme. Mais c'est une confiance faite seulement pour une bonne part d'apparences, d'idées et non d'action : dans les luttes, pratiquement toutes récupérées par les syndicats, apparaissent des manifestations d'autonomie dans l'action elle-même alors même que la grève paraît « contrôlée ». Ce sont précisément ces manifestations d'autonomie qui forcent les dirigeants de l'économie et des syndicats à se pencher à nouveau pour trouver une « solution ». Une « so-

lution » qu'ils doivent imposer d'une manière ou d'une autre et qui, alors, accuse encore plus leur caractère répressif.

(un camarade de Paris - 4-70)

*Les textes qui suivent ont été rédigés par des camarades d'I.C.O., soit d'après leur expérience propre, soit d'après leurs contacts directs, soit d'après des informations de presse en raison de traits caractéristiques de la lutte relatée.*

## Le Capitalisme et la violence Extrait de « la Base » Comité d'action Citroën

Depuis les derniers combats de Nanterre, la presse, la télé, la radio bourgeoise cherchent à dresser les ouvriers contre les étudiants. « Vaut mieux qu'ils bouffent de l'étudiant que du patron ». La bourgeoisie d'une part « Regardez-les, ils cassent tout et c'est vous qui payez ».

Et alors ? Les prolos de chez Citroën, en 18 minutes gagnent leur journée, c'est-à-dire déduction faite des impôts de toutes sortes ce qui leur est indispensable pour revenir travailler le lendemain, la société capitaliste va-t-elle tenir compte de ce que les étudiants ont cassé ou non du matériel pour leur payer 18 minutes plus quelques secondes ou 18 minutes moins quelques secondes ? sans compter que :

1 — Les flics ont eux aussi cassé du matériel ; au moins autant que les étudiants.

2 — Que le matériel cassé par les étudiants a servi à envoyer 60 flics à l'hôpital, et en a blessé 120 autres.

...Faut le faire.

Ils disent d'autre part : « Regardez-les ils cogent, ils emploient la violence. Et alors ? Les étudiants sont-ils les seuls à employer la violence ? ? ?

Par exemple, entre cent autres : au Mans, chez Bolée, les ouvriers ont « molesté » leur patron, ils l'ont badigeonné au mercure-chrome, lui ont pendu une pancarte autour du cou « Je paie mes ouvriers 600 francs par mois ».

Le patron a porté plainte.

Chez Vallourec, dans le Nord, les ouvriers ont séquestré le grand patron plusieurs heures dans l'usine, tandis qu'eux discutaient dans la cour.

A Gray (Haute Saone) les ouvriers occupent l'usine depuis le 24 février, le mouvement a pour origine une lutte contre le passage de 47 à 52 heures.

Les paysans, tout dernièrement, se sont farcis combien de perceptions ? au point qu'elles sont fermées dans plusieurs départements. Combien ont-ils barré de routes, bloqué de trains ?

Ce n'est pourtant pas par goût que les ouvriers, étudiants, paysans, emploient la violence pour répondre à celle qui leur est faite, la violence bourgeoise. Chez Citroën à Clichy, à la fonte auto, lorsque les travailleurs algériens, marocains, tunisiens, las des cadences et des promesses non tenues se mettent en grève et que les commandos indépendants les entourent, et le licenciement du Camarade Hamdami, malgré la parole donnée, qui donc use de violence ?

Lorsque Renault embauche ses travailleurs par l'intermédiaire de rabateurs et du bureau de la main-d'œuvre de Meulan, ces travailleurs devront payer 125.000 à 250.000 A.F. pour être embauchés. Est-ce de la violence ? ? ?

La violence, à vrai dire, est partout dans la société capitaliste.

Qui exprime dans l'usine des opinions qui ne plaisent pas au patron, ou plus simplement au chef ?

Quel prolétaire a choisi son toit, son lit ? Le foyer Citroën, loin en banlieue, ou la rue, ou la porte.

Qui peut lire la presse non bourgeoise, la seule qui existe est encore bourgeoise. Regarde la télé du gouvernement, elle ne te plaît pas ? il n'y en a pas d'autre.

Et la violence économique ? Tu paieras ta croûte tel prix : pas d'accord ? Va voir en face, le prix est le même.

Tu paieras ton transport tel prix, pour aller vendre ta force de travail à ton patron, pas content ? marche à pied.

Lorsque la violence bourgeoise devient insupportable, souvent à l'occasion de luttes revendicatives et politiques, alors les exploités retournent l'arme de la bourgeoisie contre elle-même, et emploient la violence.

Et chaque fois, celle-ci hurle « C'est pas du jeu ».

## La C.G.T. et la violence (d'un camarade de Paris)

On n'en finirait pas de citer la répression directe qu'exercent actuellement la C.G.T. et le P.C. sur tous ceux qui perturbent, d'une manière ou d'une autre, « l'ordre économique » défini par le cadre contractuel patronat-syndicats.

Présentement, ce sont surtout certains groupes maïoïstes qui font l'objet de cette répression — physique — et par la parole et l'écrit. Le concours des pouvoirs publics est requis au cours de démarches auprès des préfets, des interpellations au gouvernement, etc..., par des délégués C.G.T., des députés du Parti. Les dirigeants d'entreprise, la police, prêtent leur concours. Il est bien évident que cette répression peut se rétrécir si des luttes se développent, s'élargir si la « paix sociale » est maintenue.

Nous ne citerons qu'un exemple emprunté à la Régie Renault (Bilancourt) :

Tout d'abord un extrait d'un tract commun F.O. C.F.D.T. du 6 mars 1970 :

*« Depuis plusieurs semaines, un groupe d'extrême gauche fait des distributions de tracts à la sortie du restaurant I S 22 (Ile Seguin). A chaque distribution il y eut des incidents ; des militants C.G.T., P.C.F., essayent d'interrompre ces diffusions. Mardi soir eut lieu un accrochage plus sérieux. Au cours d'une diffusion dans la cantine I S 22, une bagarre éclata entre les mêmes diffuseurs et les militants C.G.T. ; tables renversées, assiettes brisées, bousculade générale. Suite à cet incident, les responsables des cantines firent appel à un huissier et à la police pour constater les dégâts.*

*Un tract C.G.T. a dénoncé nomément un travailleur jugé par elle comme l'instigateur de ces tracts.*

*Suite à cette affaire, mercredi soir, la C.G.T. a organisé une expédition punitive contre ce travailleur. 150 à 200 militants et délégués du personnel sont venus l'attendre dans le hall de l'île et ne le voyant pas venir après une heure d'attente, ils sont allés l'arracher de son poste de travail.*

*Deux délégués C.F.D.T. qui s'étaient interposés pour le protéger ont été eux aussi pris à partie, bousculés, insultés et neutralisés.*

*Amené de force de l'île Seguin à la place Nationale par ses soi-disant justiciers, ce travailleur fut expulsé de l'usine ! ! ! »*

Voici ce qui dit la C.G.T. le même jour, sous le titre « Démocratie ou Fascisme » :

« Afin que l'usine Renault ne devienne pas l'image de Nanterre, et que la lutte de masse continue,

ABOULKER et quelques autres doivent être expulsés de l'usine et remis à la disposition du Ministre de l'Intérieur qui les a envoyés pour jouer le même rôle que COHN BENDIT en 1968, sinon comment expliquer que toutes les hiérarchies s'avouent impuissantes devant ces énergumènes. »

Inutile de dire qu'Aboulker a été vidé de la Régie et que la direction a félicité la C.G.T. pour « son sens des responsabilités et la façon dont elle fait respecter l'ordre à l'intérieur de l'usine ».

### L'accord d'entreprise Renault

Cet « ordre » que la C.G.T. majoritaire à la Régie Renault a défendu en mai 1968 contre les ouvriers (pratiquement il leur était interdit d'entrer dans l'usine par l'appareil syndical C.G.T., dans l'usine qu'eux travailleurs étaient censés occuper), qu'elle défend présentement dans l'usine par la violence physique directe et la violence économique indirecte, tous les syndicats viennent de le définir dans l'accord d'entreprise.

Remarquons seulement :

-- qu'il n'y a eu aucune lutte pour tenter de modifier les propositions patronales ; autrement dit, tout a été réglé par la négociation en fonction des seuls « besoins » de l'entreprise capitaliste ;

— que tous les syndicats l'ont signé, après que la C.G.T. et la C.F.D.T. se soient payé une consultation bidon (dont les Cahiers de Mai donnent une relation exacte) ;

— que le scénario a été bien réglé pour que tout soit connu et fait juste avant Pâques.

Nous reviendrons sur le contenu de tous les accords d'entreprise et leur signification. Un mois après sa signature, l'accord Renault n'est pas mis en cause. La force répressive de la C.G.T. tient non seulement dans les faits cités ci-dessus, mais aussi dans l'appui indirect que lui apportent les autres organisations syndicales ou groupuscules gauchistes. A quoi tend les protestations de la C.F.D.T. lorsqu'on lit dans un tract (Notre lutte chez Renault - 4-12-69) : « La seule arme des travailleurs est le renforcement de l'organisation syndicale représentative de leur choix. » Alors la C.G.T. a raison de s'affirmer « forte » vis-à-vis d'actions ou des luttes qui ne peuvent effectivement que l'affaiblir.

Ou bien cette critique de Lutte Ouvrière, après la signature par la C.G.T. d'un accord de participation (8-12-69 - SIFA-Diamant, la Plaine St-Denis) : C'est pour ces miettes que la C.G.T. de l'usine s'est compromise. Alors qu'elle pouvait très bien laisser le soin à la C.G.C. qui est spécialisée dans la collaboration de classe et la compromission avec les patrons, l'honneur douteux de s'acoquiner avec la direction. La C.G.T. est la pour défendre les intérêts des travailleurs et non pour entrer dans le jeu du patron et cautionner par sa signature le principe de la participation.

### D'un camarade du livre : sur la démocratie syndicale et les illusions concernant le congrès

Lu cet échange de lettres dans le bulletin des correcteurs C.G.T. n° 87. Il s'agit d'une correspondance ayant trait au dernier congrès national de la C.G.T., entre D... secrétaire des correcteurs et G... secrétaire de la chambre syndicale typographique de la région parisienne.

« D... lit la lettre qu'il a envoyé à la Chambre typo

afin de connaître les motifs pour lesquels les indications de vote que nous avons données pour le congrès de la C.G.T. n'ont pas été suivies. Il lit également la réponse de la chambre typo : « aux camarades G... et W... secrétaires de la chambre typographique :

« Chers camarades,

« D'après les comptes-rendus du congrès de la C.G.T. « parus dans la presse, nous constatons que la motion « du syndicat des pétroles de Donges sur le non cumul « des mandats politiques et syndicaux, n'a obtenu que « ses propres voix. Or dans le mandat que nous avons « confié à la Chambre typo, nous avons bien précisé « que notre syndicat votait pour cette motion.

« Les camarades du comité syndical me chargent donc « de vous demander de bien vouloir nous indiquer pour- « quoi cela n'a pas été fait.

« dans l'attente, ...

A.D. ».

Monsieur A.D..., secrétaire du syndicat des correcteurs,

« Cher camarade,

« Nous avons bien reçu ta lettre du 5 décembre qui « nous fait part de l'étonnement de votre comité syn- « dical quant aux votes qui sont intervenus lors du « congrès confédéral.

« Nous avons pris la précaution de vous signaler que « notre camarade D... qui était le seul à pouvoir pren- « dre votre mandat, est un camarade qui travaille au « Nouveau Journal. C'est dire qu'il avait une possibi- « lité limitée d'assister tous les jours au congrès con- « fédéral. C'est donc ce qui s'est passé ; lorsque sont « intervenus les votes au congrès, notre camarade D... « n'était pas présent à cette séance, et c'est la raison « pour laquelle vos voix n'ont pu paraître.

« Nous espérons que vous comprendrez ce malencon- « treux contretemps et en espérant toutefois que vous « n'en garderez aucune rancune à la Chambre typo, « nous te prions, cher camarade, de recevoir nos salu- « tation amicales et syndicalistes.

« Pour la Chambre typographique parisienne, un se- « crétaire. »

### Manufrance (St-Etienne, 2.400 travailleurs - (métallurgie et vente par correspondance) (d'après des informations de presse communiquées par un camarade de St-Etienne - 11-69)

(d'après des informations de presse communiquées par un camarade de Saint-Etienne)

Des grèves tournantes lancées par les syndicats courant novembre, rencontrent un tel succès (les jeunes ouvrières du secteur commercial, abruties de cadences, sont les plus actives) que le patron lock out. Réplique immédiate, l'occupation de l'usine. On peut dire que les travailleurs ont imposé leur lutte aux syndicats, transformant radicalement leurs mots d'ordre d'action.

Mais l'occupation est contrôlée étroitement : 250 ouvriers seuls s'y relaient. Le 20 novembre, alors que les ouvriers essaient de donner un nouveau cours à l'action, après l'envoi par la direction de 1188 lettres de licenciement, des responsables syndicaux déclarent :

« ..Des collègues sont venus, spontanément, nous proposer de prendre leur tour de rôle dans l'occupation de l'usine. Nous veillons scrupuleusement à ce que celle-ci se déroule normalement. En poursuivant la lutte, nous défendons nos droits et nous sauvegardons l'entreprise elle-même... »

On trouve ici exactement défini ce qu'est l'occupation quand elle est *une tactique syndicale* et non l'arme des travailleurs dans leur lutte autonome.

L'abandon de leur lutte entre des mains syndicales va coûter cher aux travailleurs de Manufrance. La reprise en main de la lutte par les travailleurs aurait fait *pratiquement annuler* l'effet des licenciements. Au contraire, dans le cadre des discussions syndicats-patrons qui s'engagent, cela devient une situation juridique qu'il convient de faire rapporter.. en offrant une contre partie.

Au préalable de l'annulation des licenciements « la direction a demandé que pendant un an, des *manifestations « sauvages »* du type de celles qui se sont déroulées à l'intérieur de l'entreprise *avant son occupation*, ne soient pas considérées comme des grèves, dont le droit est reconnu par la Constitution ». Le Monde 29-11-69). L'accord avec cette clause est signé le 7 décembre, le travail a déjà repris le vendredi 5 et le samedi 6... en heures supplémentaires pour rattraper le retard. Sans même que la question des salaires soit réglée, encore moins celle des cadences. Par contre, l'accord reconnaît une place importante aux syndicats dans les organismes locaux d'entreprise. Ainsi, une grève sauvage, à l'origine, bien reprise en mains, sur la base de la confiance des travailleurs dans le syndicat, aboutit à un renforcement du pouvoir syndical - et patronal dans l'entreprise.

### BERLIET (Vénissieux - banlieue de Lyon) (3 et 4 70)

Après ces deux exemples :

— Renault : un accord d'entreprise imposé par un appareil tout puissant jusqu'à la violence physique, mais dans une relative indifférence.

— Manufrance : un accord d'entreprise draconien comme terme d'une lutte dont les traits autonomes n'ont pu se dégager.

L'exemple de BERLIET montre au contraire comment un accord d'entreprise signé de tous les syndicats peut être détruit de l'intérieur par les travailleurs.

Cet accord est signé le 8-1-70 manifestement pour permettre à BERLIET dont la production de camions s'accroît considérablement, d'avoir une période de paix sociale garantissant une production régulière et continue.

Mais, rapidement, il apparaît que cet accord n'a rien réglé du tout. Il est difficile de dire, faute d'informations précises, comment des grèves débutent et s'éteignent dans les ateliers ; toujours est-il qu'au début d'avril, 27 grèves d'atelier se sont déjà déroulées depuis la signature de l'accord et que les syndicats se trouvent contraints, pour ne pas se trouver pris entre les travailleurs et la direction, d'appuyer ces grèves et d'avancer de nouvelles « revendications » touchant une prime de vacances et une prime de fin d'année

Cette position apparaît d'autant plus remarquable que non hiérarchisée.

la C.G.T. s'était servie de l'accord BERLIET lors de sa campagne de propagande sur les accords refusés à l'E.D.F. Cette campagne, signature d'un côté, refus de signature de l'autre, visait à persuader les travailleurs que les accords d'entreprise étaient quelque chose de souhaitable, mais qu'il y avait de « bons » accords qu'il fallait signer, et de « mauvais » accords, qu'il fallait aménager. Le bon accord c'était celui de BERLIET que l'action autonome des travailleurs a fait voler en éclat. La direction des usines BERLIET l'a finalement dénoncé le 16 avril : c'était devenu nécessaire car il ne servait

plus à rien. Présentement, alors que les syndicats sont contraints d'entériner débrayages sur débrayages dans l'usine, de nouveaux pourparlers se déroulent entre direction et syndicats pour tenter de définir un nouveau « cadre », lequel serait, ils l'espèrent, « respecté » par les travailleurs. Ce qui est à noter c'est que le mouvement autonome des travailleurs concernait des problèmes de cadences de travail, mais que les syndicats espèrent régler cette question par des concessions de salaires.

### ROUTIERS (3-70)

Il y a quelques mois, un camarade avait eu l'idée, à la suite de nombreux voyages en stop et de discussions avec les routiers, de faire un tract développant les possibilités d'une action autonome ; ce tract fut diffusé largement.

Après le mouvement organisé par les patrons transporteurs dans la région de Lyon, pour une question de péage sur l'autoroute, la tactique des barrages routiers qui a si bien réussi est reprise à grande échelle, spontanément, avec une efficacité extraordinaire qui contraint le pouvoir à reculer d'une manière spectaculaire.

Quant aux syndicats, ils sont simplement ignorés : la presse et la radio abondent en témoignages éloquentes à ce sujet. Un camarade de JEUMOT-SCHNEIDER, dont l'usine de St-Denis est proche de l'autoroute du Nord, a pu dire l'écho rencontré parmi les travailleurs de l'usine quant à l'efficacité de cette action. On peut souligner d'un côté, l'ambiguïté de ce mouvement qui touchait à la fois des patrons, des artisans, pour des revendications strictement corporatives ; par contre, la reprise de la tactique utilisée par les routiers salariés, pour leurs revendications propres, montre comment des travailleurs peuvent donner une dimension nouvelle à leur lutte lorsqu'ils la prennent effectivement en mains.

Le camarade qui avait rédigé et diffusé le tract dont il est question ci-dessus, nous a adressé le texte suivant concernant ce mouvement.

« Ce sont des informations fragmentaires surtout recueillies au cours de discussions avec les routiers.

1) AGEN : bloqué. Un routier affirmait qu'ils étaient 1800, un autre moins. Toutes les sorties étaient bloquées. Une file de 15 kms stoppait le principal itinéraire BORDEAUX-TOULOUSE. En quoi nous pensons avoir accéléré le mouvement ; le tract fut diffusé surtout sur Paris (Villette), dans le Sud-Ouest et le Sud, 10.000 tracts, sur AGEN pendant trois nuits consécutives, il y a 4 mois. Un chauffeur sur 3 interrogés avait lu ce texte ; la signature les avait le plus marqué (groupe des routiers, sans parti ni syndicats, car ils sont vendus).

Pour quoi un important blocage s'est produit à AGEN ? L'action s'est déroulée spontanément après Paris, la liaison s'est faite par téléphone, au bistrot routier. Le blocage d'Agen semblait venir d'un bouchon roulant, l'un venant de Toulouse, l'autre de Bordeaux. Un routier affirme que lorsque deux poids lourds commencèrent à se mettre en travers de la route, la police d'un petit car intervint pour retirer le permis aux routiers. A ce moment là, d'autres routiers arrivèrent avec des barres de cric, les flics s'enfuirent, laissant le petit car au milieu des gros camions, le car resta là jusqu'au déblocage.

« Il y eut aussi la non-intervention des motards lorsque les camionneurs devancèrent l'inauguration d'un pont sur le chemin de fer. Ils allèrent chercher des ciscaux et taillèrent le ruban que les officiels devaient cisailer le lendemain : ils installèrent trois poids lourds sur le pont.

« Il régnait un air de fête. Un routier servait avec un seau de vin blanc de sa citerne de 2300 litres. Ils casaient la croûte au milieu de la route, toute radio éteinte. D'autres devant la caserne (route Toulouse-Agen) jouaient au rugby. D'autres menaçaient un restaurateur qui voulait les prendre pour des américains et profiter de l'aubaine. Une délégation préfectorale vint signaler aux routiers qu'ils pouvaient envoyer une délégation et venir voir le préfet : la réponse fut que le préfet vienne les voir au milieu des camions. Une route peu fréquentée fut bloquée par deux routiers qui avaient du cran, devant un super-marché. Les touristes qui voulaient passer, les camions les poussaient vers le fossé. Jouant aux cartes, chantant, plaisantant avec les femmes qui passaient, comme ils disaient « on s'emmerde pas ». Il y eut aussi la collaboration de deux motards qui appelèrent les routiers pour bloquer encore certaines voies. La ville était calme, une ville sans circulation. L'attitude de la population, d'après eux, ne fut pas indignée, plutôt compréhensive. Un automobiliste voulait passer : un routier déposa une énorme pierre devant la voiture. Lorsqu'ils commencèrent à partir, le camion qui barrait le pont sur la Garonne, vit venir les flics qui lui demandèrent d'évacuer. Il répondit qu'il s'excusait mais que c'était l'heure pour lui d'aller manger ; le pont resta barré une demi-heure à trois quarts d'heure de plus, coupant ainsi Agen en deux.

Le soir, aucun camion n'était au parking international à Hendaye (frontière espagnole). Un groupe de copains essaya de redistribuer des tracts pour provoquer le blocage de la frontière (blocage du tourisme pour Franco et réponse à Lopez Bravo).

On peut noter le dépassement de la lutte elle-même sur d'autres plans. Les techniques de mobilisation grâce à la radio, sont maintenant bien au point ; le balai des camions bloquant telle porte de Paris puis telle autre, est significatif. Le fait que ces manifestations de mauvaise humeur qui risquent d'avoir des effets tragiques prennent en même temps un air de fête. Un chauffeur libéra deux voleurs de mobylettes en ouvrant les portes du camion de police et en disant « aujourd'hui, on n'arrête pas » (fait relaté par Le Monde).

Il y eut cependant d'autres blocages, suivant les routiers, que la radio n'a pas mentionné. A la sortie de Perpignan, Toulouse, Bordeaux, mais ces mouvements en s'engageant le samedi matin, arrivèrent trop tard car le mouvement s'arrêtait. Cela provient que dans la nuit de ce vendredi là, les barrages ne furent pas utilisés de crainte de provoquer des accidents, car les derniers camions arrivés devaient laisser les feux rouges éclairés, ce qui vide les accus.

Le blocage, avant de devenir total, fut le déplacement lent de bouchons volants, car la police essayait d'enlever les permis à ceux qui bloquaient. Ainsi le camion faisait 100 mètres au pas, puis s'arrêtait à nouveau. La tactique comptait sur un engorgement de plus en plus fort, la police réagit en déviant la circulation qui se dirigeait vers le boulevard périphérique pour éviter un immense blocage. La tactique tiendra compte certainement à l'avenir d'un blocage intérieur à la ville, et la jonction avec d'autres chauffeurs (bus, boueux, etc...).

La pratique dépassa les premières propositions de blocage. Il est à signaler la technique par coups de sifflet pour laisser passer les ambulances, et de dénoncer l'exploitation par la presse d'une mort possible pendant le transport.

Demi-échec : lorsque les routiers lâchèrent le samedi matin, le mouvement s'amplifiait. Eux-mêmes affirmaient qu'il fallait tenir jusqu'au lundi. Ils arrêtèrent avant le week-end, parce que certains voulurent ren-

trer à la maison (principale revendication obtenue provisoirement, celle qui déclancha le mouvement, la radio ayant passé sous silence les autres revendications). Les syndicats routiers vomirent à la radio pour casser le mouvement.

Possibilité ouverte par l'action des routiers : les mouvements gauchistes châtrés d'imagination ne surent pas utiliser ce Paris bloqué pour la diffusion de tracts ou brochures à ceux qui attendaient dans leur tas de ferraille. De faire des manifs à travers les voitures d'effectuer des pillages, car les interventions étaient rendues impossibles. Utilisation des poids lourds comme barricades roulantes.

Conclusion : le petit routier coule et se liquide ; il en résulte une augmentation du nombre des routiers salariés travaillant pour les trusts routiers. D'après les routiers, 30 % au moins sont conscients du rôle joué par les syndicats. Ils ont la possibilité d'établir rapidement des contacts avec les boîtes en grève, car parfois ils se trouvent devant le refus de charge ou de décharge. Cela pourrait permettre d'étendre des mouvements dans toutes les usines d'un trust (par exemple Sud-Aviation, Toulouse).

### -----

#### VALLOUREC AULNOYE (d'un camarade de Paris ayant eu des contacts sur place - 4-70)

VALLOUREC-AULNOYE : Usine de 3.200 personnes dans une petite ville du Nord, Aulnoye, fabriquant des produits métallurgiques semi-finis (tubes, tôles, etc...).

L'usine est située dans le bassin de la Sambre, où se trouvent 30 usines métallurgiques.

Vallourev-Aulnoye, qui offrait les meilleurs salaires il y a quelques années, passe maintenant pour être la 37ème. Un O.S.1 gagne 4,10 F de l'heure et un P3 5,70 F, ces deux chiffres primes comprises. Les salaires mensuels de 750 F ne sont pas rares. Les conditions de travail ont l'air pénibles et plusieurs accidents mortels ont eu lieu ces derniers temps.

Dans ces conditions, il y a peu de jeunes, et ceux qui s'embauchent ne restent pas longtemps.

Il ne semble pas y avoir d'immigrés. En tous cas, s'il y en avait, ils ne participaient pas aux manifestations.

Depuis plusieurs semaines, les syndicats (la C.G.T. étant seule influente) avaient déclenché des grèves tournantes pour l'augmentation des salaires et la mensualisation.

Le mercredi 15 avril, la direction, invoquant que la production est perturbée, arrête deux trains de laminaires sur trois et met les ouvriers de ce secteur en chômage technique.

Des délégués vont protester auprès de la direction, accompagnés d'une forte délégation. Les ouvriers qui accompagnaient les délégués séquestrent le directeur de l'usine, le chef du personnel et plusieurs ingénieurs. Avec l'accord des délégués, le directeur de l'usine téléphone au directeur de toutes les usines de la région Nord qui se présente à l'usine et est à son tour séquestré. Un cadre sort de l'usine et va porter plainte.

Au cours de la journée, 300 gendarmes mobiles sont massés dans les villages environnants.

Après des négociations secrètes entre le commissaire de police, le maire communiste d'Aulnoye et peut-être le préfet, le marchandage suivant est conclu : les gendarmes rentreront dans l'usine, feront sortir les cadres séquestrés et repartiront avec eux sans occuper l'usine et sans violence.

Les ouvriers qui occupent l'usine refusent ce marchandage et ne cèdent pas aux adjurations du commissaire de police, du maire communiste et d'un autre dirigeant du P.C. Au contraire, ils actionnent les sirènes de l'usine et plusieurs centaines de parents et d'amis viennent se masser devant les grilles.

Dans la nuit du mercredi au jeudi, vers 1 h. du matin, les gendarmes mobiles arrivent et, immédiatement, inondent de grenades lacrymogènes le devant de l'usine, provoquant la panique parmi les gens qui y sont massés.

C'est à ce moment qu'il y a le plus grand nombre de blessés, une dizaine environ, dont des femmes et un enfant.

Ils pénètrent ensuite dans l'usine où les ouvriers, peu nombreux (une centaine semble-t-il), résistent. Bagarre assez violente, quelques ouvriers sont encore blessés. Un gendarme aurait perdu un œil à la suite d'un coup de clé à molette. Les gendarmes pénètrent dans le bureau directorial où les cadres sont séquestrés et se retirent aussitôt avec eux, non sans commettre diverses brutalités (Grenades dans l'infirmierie, matraquage de l'infirmier qui proteste, grenades dans le café voisin, etc...).

Le lendemain et le surlendemain, la C.G.T. organise des défilés-promenades de protestation.

Les travailleurs sont très montés contre les flics, mais, comme aucun képi ne s'aventure dans la ville, cette haine ne se concrétise pas.

La confiance dans la C.G.T. semble grande, mais la détermination d'obtenir une augmentation de salaires aussi.

Le travail a repris le mercredi 22 avril. Malgré les propositions dérisoires de la direction, les délégués C.

G.T. et C.F.D.T. ont donné l'ordre de reprise du travail « après avoir demandé l'avis des ouvriers ». Ils ont organisé un référendum service par service (ce qui permet beaucoup de pressions) une fois le travail repris pour savoir si les ouvriers veulent cesser toute action, faire des grèves tournantes ou reprendre la grève générale. Comme l'écrit la Voix du Nord du 23 avril : « Le conflit, s'il a pris un tour beaucoup moins aigu qu'il y a quelques jours ... »

Cette grève montre comment l'action autonome surgit dans une grève syndicale et brise tout à coup les cadres dans lesquels les délégués prétendaient l'enfermer. Ceux-ci n'étant plus écoutés, ce sont les flics qui font redescendre, à coup de grenades lacrymogènes et de matraques, la lutte des ouvriers au niveau où elle peut être récupérée. Mieux que dans les expulsions de maoïstes chez Renault, cette lutte montre la conjonction, dans les faits de l'action de la C.G.T. et du P.C. d'une part, et celle de la police d'autre part, pour empêcher que les travailleurs conservent entre leurs mains la direction de leur lutte, direction qu'ils avaient prise sans le savoir, faisant une critique radicale du syndicat dans leur action et non dans leurs idées. C'est uniquement parce que cela leur paraissait à ce moment le seul moyen valable pour obtenir satisfaction de leurs revendications qu'ils ont pris des mesures qui étaient ainsi la critique radicale de celles proposées par les syndicats.

L'intervention de la police dans une grève pour protéger les patrons et faire évacuer l'usine occupée *par des ouvriers* en lutte et non par des syndicats ne s'était pas produite depuis des mois. Est-ce le signe que la répression va franchir un stade au niveau des boîtes pour rétablir un rapport de force perdu en mai 68 et briser tous les mouvements que les syndicats n'arrivent pas à endiguer.

## BELGIQUE

Nous avons mis en chantier, avec des camarades hollandais et belges, une brochure sur les grèves sauvages en BELGIQUE, plus particulièrement sur celles de Limbourg.

Le texte suivant, adressé par un camarade belge que nous n'avions pas contacté, met l'accent sur un des problèmes essentiels que nous pensions soulever dans le travail en préparation : celui de l'intervention de groupes dans les luttes ouvrières.

Sa publication dans I.C.O. constitue en quelque sorte une introduction, basée sur des faits concrets, à un débat qui n'est pas nouveau, mais renouvelé depuis mai 68.

Aux camarades de le poursuivre.

### GREVES SAUVAGES EN BELGIQUE

Le début de cette année a été marqué, en Belgique, comme dans toute l'Europe, d'une vague de « grèves sauvages » ou spontanées qui ont été parfois très dures et qui en tous cas ont montré l'hostilité de la classe ouvrière face à la nouvelle programmation sociale.

Ces grèves ont été très significatives par certains de leurs aspects :

- 1) Spontanéité complète du débrayage.
- 2) Attitude des syndicats à l'égard du mouvement.
- 3) Intervention de groupes extérieurs à l'ensemble des ouvriers, notamment les étudiants et les groupuscules gauchistes de toutes sortes.

L'attitude des syndicats, dans sa forme extérieure, n'a pas été égale dans toutes les grèves, en allant, en certains cas (ex. chez Nestor Martin), jusqu'à reprendre et à faire sienne les revendications des grévistes ; mais cela n'a été que de la tactique. En vérité, les syn-

dicats ont toujours montré leur hostilité à ce mouvement, et dans toutes leurs déclarations on peut noter que leur préoccupation principale était la reprise du travail, condition sine qua non pour toutes négociations avec le patronat.

Autre argumentation des directions syndicales :

Aucune revendication ne doit mettre en cause la programmation sociale déjà discutée et acceptée par les syndicats, qui se sont portés garants auprès du gouvernement du respect de cette programmation.

Il est évident que les syndicats, en Belgique, se considèrent comme les gestionnaires de l'économie, justifiant ceci par la conception que : le socialisme c'est la programmation.

De leur côté, les nombreux groupes politiques, type « avant-garde révolutionnaire qui doit conduire la classe à la révolution », ont toujours essayé de se poser en tant que direction des grévistes.

Leurs attaques contre les syndicats n'ont jamais mis

en question leur rôle, mais ils se sont limités à des querelles avec les directions syndicales, et, selon le cas, les ont accusées de trahison ou les ont priées de prendre la tête des travailleurs et de poser eux-mêmes les revendications.

Le comité de grève à Michelin, duquel faisait partie un de ces groupes, a agi de la façon suivante :

— « forcer les syndicats à négocier ». Pour y arriver, il préconise que tous les syndiqués présents lui remettent leur carnet syndical et que tous les non-syndiqués remplissent un formulaire où ils indiquent le syndicat de leur choix si ce dernier obtient leurs revendications. Le Comité pourrait ainsi chiffrer la pression qu'il compte exercer sur les syndicats. (brochure « Grève et syndicat » U.U.U.).

La plus importante de ces grèves a été celle des mineurs du Limbourg. Importante, tant par le nombre des ouvriers touchés (22000) que pour sa durée (six semaines).

Nous croyons qu'elle peut bien servir pour comprendre ce qui c'est passé dans tout le pays. Pour ça, nous donnons ici quelques considérations.

1) Les mineurs limbourgeois sont partis en grève spontanément et sans aucun appui extérieur.

2) Les syndicats ont fait pression sur les mineurs pour leur faire reprendre le travail.

Le premier type de pression a consisté dans le refus de payer les indemnités de grève pour démontrer aux ouvriers que sans syndicats, il est impossible de poser des revendications. Quand les dirigeants syndicaux se sont aperçus que la lutte continuait, malgré leur sabotage, et qu'il y avait des « comités de grève » prêts à les remplacer, ils ont changé d'attitude. Cette nouvelle attitude a consisté dans le paiement des dites indemnités, (toutefois sans reconnaître la grève), simplement pour démontrer aux mineurs que les syndicats sont les seules organisations qui peuvent diriger et mener la lutte et les seuls interlocuteurs en face du patronat.

Mais la négociation avec les directions était possible seulement avec la reprise et dans le cadre de la programmation sociale.

3) Les tentatives des mineurs de constituer des comités de base qui pouvaient être la véritable expression de leur lutte se sont brisés contre les deux « comités de grève » déjà constitués. Constitution qui s'est effectuée tout à fait en dehors de la lutte et sans aucune participation des travailleurs en grève.

La même composition de ces deux comités sert à démontrer leur représentativité. Le premier : le « comité permanent de grève », issu de l'association des « amis de Zwartberg » (constitué lors de faits de Zwartberg) se composait à l'origine des éléments de la Volks Unie et du P.L.P., qui ont été rejoint par les militants de la J.G.S.

La représentativité des mineurs était assurée par des cadres moyens, appartenant d'ailleurs à la V.U.

Le deuxième : le comité « Force des mineurs » était à l'origine constitué par certains étudiants de Louvain, qui avaient eu l'occasion de connaître déjà les mineurs au moment de leur stage passé dans les mines.

Ces derniers ont été rejoints par des groupes politiques ( type avant-garde prolétarienne) de l'université de Bruxelles. Les soi-disant comités « Force des mineurs » de Charleroi et Liège ont été tout simplement inexistantes ; leurs tracts ont été rédigés par un groupe stalinien de Bruxelles et distribués aux entrées des mines de ces régions.

4) Au début de la grève les revendications des mineurs n'étaient pas purement économiques ; mais à travers un certain type de revendications (70 F d'augmentation par jour, sans aucune distinction de catégorie) on mettait en cause toute l'organisation hiérarchique du travail et on essayait de réduire les différenciations faites parmi les ouvriers.

Un autre fait mis en cause était la représentativité des délégués syndicaux, presque tous belges (là où il y a une forte majorité d'ouvriers étrangers) et tous gradés.

Le « comité permanent » ne pouvait soutenir, de par sa composition, ces revendications et donc il a lancé le mot d'ordre de 15 % d'augmentation.

De son côté, « force des mineurs », pendant les deux premières semaines de grève, a soutenu les revendications des mineurs, pour tomber ensuite d'accord avec le comité permanent sur les 15 %, laissant tomber toutes revendications pouvant mettre en cause la hiérarchie du travail.

Les deux comités ont, de concert, invité les ouvriers à ne pas quitter leur syndicat ; ils ont d'avance établi que le rôle du syndicat reste la défense des ouvriers, et en conséquence de lutter à l'intérieur pour substituer aux anciennes directions syndicales, des nouvelles directions, parce qu'à la fin tout se serait résolu par un changement de directions syndicales.

5) D'ailleurs, ces deux comités ont consacré la plus grande partie de leur énergie à une querelle, d'abord entre eux deux, et ensuite entre eux et les directions syndicales, pour essayer d'établir qui était la véritable organisation représentant les mineurs en grève.

6) En définitive, le rôle de ces « comités » (et des groupes de gauche et partis politiques, de la V.U. aux anarchistes qui ont participé à leur constitution) a été :

- a) empêcher toute formation de véritables comités de base.
- b) empêcher les ouvriers de quitter leur syndicat.
- c) protéger les mines de toute violence et occupation de la part des ouvriers.

7) Le moyen de pression par lequel les mineurs croyaient gagner leur lutte, était la répercussion possible de leur grève sur la sidérurgie liégeoise. Or, seulement pendant la deuxième semaine de grève, il y a eu une baisse de production dans cette industrie due à un manque momentané de charbon ; baisse qui n'a jamais été supérieure à 50 %.

Le patronat a suppléé au manque avec du charbon américain ; et ni un ouvrier liégeois, ni un doker anversois n'a montré sa solidarité avec la lutte des mineurs. Aucune organisation ou groupuscule politique n'a vraiment organisé une solidarité en ce sens-là.

8) Quand la reprise avait déjà dépassé les 50 % et que les mineurs étaient au bout de leur résistance (dans le sens strictement matériel), les « comités » ont essayé de lancer l'occupation des mines. Les ouvriers qui en avaient été empêchés pendant les six semaines de grève, n'ont pas répondu à cette manœuvre.

Certaines notes nous semblent indispensables pour la compréhension de ce texte :

V.U. - Volks Unie - parti nationaliste flamand.

P.L.P. - Parti Liberté et Progrès - Libéraux.

J.G.S. - Jeune Garde Socialiste - section belge de la IV internationale (tendance Mandel).

Ces trois groupements ont constitué le « Comité permanent ». A l'intérieur de « force des mineurs » se trouvaient en outre :

Le S.V.B. - syndicat des étudiants flamands de Louvain.  
U.E.S. - syndicat des étudiants francophones de Bruxelles. (il compte presque dix adhérents)

U.U.U. - Université Usine Union - groupuscule politique presque prochinois agissant à l'université de Bruxelles.

## Une grève sauvage aux U.S.A.

### La première en 195 ans dans les services postaux (750.000 travailleurs)

La classe ouvrière américaine, dont le standard de vie est progressivement érodé par l'inflation et l'augmentation des impôts, manifeste une combativité croissante malgré la collusion des bureaucrates syndicaux avec l'état-major capitaliste. La longue grève de la General Electric n'apporta que des avantages insuffisants, mais révéla la volonté de lutte des ouvriers. Le front uni des différents syndicats se maintint jusqu'à la fin de la grève grâce à la pression de la base et une substantielle minorité vota contre la reprise du travail.

Le mercredi 18 mars, les postiers déclenchèrent une grève sauvage, la première dans l'histoire du système postal américain. Les postes sont réputées pour leur mauvais fonctionnement, mais surtout par leurs mauvaises conditions de travail. Le salaire de début est de 6,176 dollars pour les titulaires, atteignant un maximum de 8442 dollars après 21 ans de service. Ces chiffres sont bruts, sujets à beaucoup de déductions, car les postiers ne bénéficient pas de certains avantages accordés souvent par les entreprises privées (assurances médicales par exemple) (1) Interrogés sur les raisons de leur détermination, des grévistes de New York répondirent qu'ils aimaient leur pays, mais qu'ils ne pouvaient pas vivre décemment avec une paye nette de 190 dollars toutes les deux semaines.

Les syndicats affirment qu'à New York, 3500 postiers bénéficient de l'assistance publique afin de pouvoir élever leur famille. Une insultante promesse d'augmentation de 5 %, promise par le gouvernement, fut subordonnée à une réforme du système postal qui tiendrait à concéder les postes à des intérêts privés sous contrôle gouvernemental. Rappelons que le Congrès (les deux chambres américaines) a seul autorité pour décider des augmentations de salaires des fonctionnaires. La réforme liée à l'augmentation devint un pion dans les subtiles escarmouches entre le Congrès et le Président Nixon et, lassés de ces attermoissements, les postiers de New York se mirent en grève le 18 mars, en violation flagrante de la loi américaine qui ne reconnaît pas le droit de grève aux fonctionnaires. La grève fut effective, seuls les cadres restèrent au travail. Devant le chaos créé par la grève, la collusion entre les leaders syndicaux et le gouvernement fut immédiate et totale. Nixon et les leaders politiques, tout en admettant que quelque chose devait être fait pour les postiers, subordonnèrent toute action à la reprise immédiate du travail et menacèrent les syndicats des sanctions prévues par la loi. Hués par les postiers, les leaders recommandèrent la reprise immédiate du travail afin de permettre l'ouverture des discussions. Malgré leurs appels réitérés, la grève s'élargit, spontanément et sporadiquement, malgré l'opposition de la grande majorité des leaders locaux dûment catéchisés par

Nous sommes sûrs que les luttes actuelles parlent d'elles-mêmes, et qu'il n'y a de théorie à bâtir que dans la pratique quotidienne de ces luttes, nous ne faisons ici aucune analyse et ne tirons aucune conclusion.

Notre but est de donner des informations et d'échanger les expériences que nous pouvons vivre.

A tous les camarades d'intervenir dans les luttes et de communiquer ces expériences aux autres.

les directions nationales. Le vendredi 20 mars, la grève affecte la plupart des états du Middle-West (Illinois, Minnesota, Colorado, etc...) et atteint la Californie.

Le ministre du Travail Shultz déclare, après une réunion avec les leaders syndicaux, qu'aucune promesse ne peut être faite quant aux salaires, mais que les négociations commenceront immédiatement après la reprise du travail. Les leaders syndicaux redoublent d'effort et, pour apaiser la base, déclarent qu'ils donneront un ultimatum de cinq jours au gouvernement pour régler le problème. L.AFL-CIO jette son prestige terni dans la balance. Meany, qui n'a jamais ménagé les éloges au ministre du Travail (2), appelle à la reprise du travail tout en suppliant le gouvernement de ne pas faire appel à l'armée pour briser la grève. La situation est confuse : le travail reprend dans quelques villes, mais cesse à Los Angeles. New York tient bon. Il est évident que la reprise du travail promise pour le lundi 23 mars par les leaders ne sera pas effective. Nixon mobilise la garde nationale pour remplacer les postiers de New York, tandis que ses juges notifient aux syndicats les lourdes amendes et pénalités qu'ils encourrent pour chaque jour de grève. L'équivoque Rademacher (3), président de la Fédération des facteurs (Letter Carriers) déclare que la grève est due à des agitateurs qui se sont infiltrés dans le syndicat. Il accuse S.D.S. (Students for a Democratic Society) et demande qu'une enquête, peut-être à l'échelle du Congrès, soit faite sur ces agissements. Les mobilisés ne montrent pas grand enthousiasme pour leur tâche et leur rôle est plus symbolique qu'effectif (4), mais leur présence donne le coup de grâce à la grève. Les postiers succombent aux pressions multiples. Le mercredi 25 mars, la grève est virtuellement terminée, mais les derniers soldats ne seront retirés que le 30 mars.

«L'ultimatum» de cinq jours promis par les leaders syndicaux a été oublié. C'est seulement le 2 avril qu'un accord (pas encore ratifié par la base) intervient entre les syndicats et l'administration : 6 % d'augmentation (rétroactifs au 27 décembre et applicables à tous les fonctionnaires fédéraux) plus une promesse de 8 % liée encore une fois à une réforme du service postal. L'accord apporte d'incontestables avantages aux postiers : salaire maximum atteint en 8 ans au lieu de 21 ans, amélioration des procédures de discussion avec l'administration, mais contient une clause dangereuse : l'amnistie n'est pas automatique mais subordonnée à un accord entre administration et syndicat, facilitant ainsi l'élimination des éléments « subversifs ». D'autre part, nous sommes loin des 2.000 dollars d'augmentation réclamés par la base à New York, même loin des 20 % demandés par les syndicats. Les 6 % représentent environ un dollar par jour net pour un débu-

tant et les premières réactions des postiers indiquent une ferme volonté d'obtenir très rapidement les 8 % additionnels promis.

Le mouvement a été brisé, mais l'alerte a été chaude. Le prestige des leaders syndicaux a été sérieusement ébranlé car, incapables de contrôler leurs troupes, ils ont montré leur faiblesse intrinsèque comme intermédiaires efficaces avec le gouvernement qui a ignoré leurs prières de ne pas utiliser la troupe en échange de leurs bons offices comme briseurs de grève. Après General Electric, la grève des postiers influencera les grèves en cours et celles prévues pour les prochains mois. A cette date (4 avril) le trafic aérien est sérieusement perturbé par une grève des contrôleurs de vol. La grève est illégale : officiellement les contrôleurs sont malades et depuis 10 jours ni les appels à leur sens civique ni les appels de leur syndicat (émis sous menace de prison et amendes) n'ont pu améliorer leur état de santé. Ces hommes relativement bien payés ne luttent pas seulement pour de meilleurs salaires, mais pour l'amélioration des conditions de travail qui sont préjudiciables à la sécurité des passagers des lignes aériennes. Les teamsters (camionneurs) viennent d'arracher un dollar de l'heure après une journée de grève et plusieurs syndicats locaux regimbent et continuent la grève, demandant un meilleur contrat. Grève perdue dans les journaux de New York, grève des boueux à Atlanta, préparations chez les bouchers des abattoirs, les électriciens, les hospitaliers de New York. Le gouvernement a imposé une trêve de 37 jours aux cheminots tandis que les 650.000 ouvriers de l'automobile, dont le contrat expire en septembre, ont laissé entendre qu'ils ne pouvaient considérer les avantages obtenus à General Electric que comme un point de départ.

Il faut signaler quelques faits importants dans le mouvement revendicatif.

1) Le rôle croissant joué par les fonctionnaires (du fédéral, des Etats, des municipalités) dont le nombre de syndiqués a doublé en cinq ans. La plupart sont très mal payés et sont privés des droits (grève, mécanisme de négociation) accordés aux travailleurs du secteur privé. Ce sont souvent des éléments jeunes, combattifs, peu enclins à jouer le jeu décevant des négociations interminables des vieux trade-unionnistes. Une grève sans précédent des employés municipaux a paralysé San-Francisco pendant trois jours.

2) Une tendance encore faible, mais précise, de la part des ouvriers et employés à accepter l'aide de l'extérieur, en l'occurrence des éléments révolutionnaires

(étudiants pour la plupart). En dépit de la farouche opposition de l'appareil syndical, des contacts fructueux ont eu lieu sur une base spontanée et concrète (piquets de grève, lutte contre la police) en beaucoup d'endroits.

L'insolite situation économique actuelle (combinaison d'inflation avec un début de récession provoquée par le gouvernement) fait le désespoir des experts. Leur anxiété s'accroît quand la classe ouvrière ne semble pas disposée à faire les frais de l'inflation et bouleverser leurs plans. Combinée avec la répression contre l'avant-garde révolutionnaire, la contre-offensive capitaliste fera feu de tout bois. Des plans sont à l'étude pour interdire les grèves dans les secteurs considérés comme vitaux et la collaboration avec les bureaucraties syndicales s'accroît. Dans l'industrie du bâtiment où la base a rejeté 14 % des contrats en 1967, un accord tri-partite (syndicats-industrie-gouvernement) est intervenu. Il n'a pas encore force de loi, mais il tend en essence à dépouiller les syndicats locaux de leur droit de ratification des contrats. On peut donc s'attendre à une prolifération des grèves sauvages et, espérons-le, à une meilleure liaison entre les éléments de base combattifs qui sont encore isolés dans leurs entreprises ou syndicats (4 avril).

- 
- (1) Traduits en francs, ces chiffres paraissent élevés... Selon le U.S. Dept. of Labor, un modeste budget pour une famille de quatre personnes nécessite 46 dollars 30 par semaine. (U.S. News and World Reports, avril 6). Précisons que le « poste » alimentation est peu élevé par rapport au coût du logement...
  - (2) Déclarations de Meany, président de l'AFL-CIO concernant le ministre du Travail Shultz « Je pense que c'est un vrai gentilhomme... Je pense qu'il fait de son mieux... Je ne cherche pas à le critiquer sur aucun point en particulier ». (même source).
  - (3) Rademacher, surnommé Ratmaker (faiseur de jaunes) par les grévistes. Un poste lui aurait été promis par l'administration postale rénovée (Newsweek, 6 avril). Invité par Nixon (faveur recherchée) au service religieux de la Maison Blanche (Wall Street Journal, 2 avril).
  - (4) Times, Newsweek, mentionnent de nombreux actes de sabotage effectif par les soldats, expédiant délibérément le courrier dans de mauvaises directions.

# L'exploitation et la lutte de classe sont internationales

## Lettres d'Espagne

24 janvier « ...Nous commençons l'année avec beaucoup de mises en garde à la Télé de la part du gouvernement sur les prix et les salaires. Beaucoup de propagande pour nous faire croire qu'il veille sur nos intérêts et que les nouveaux dirigeants vont nous rendre heureux. Mais ils disent tous la même chose et je suppose que personne ne les croit. A preuve les mineurs des Asturies qui continuent à se battre et le gouvernement annonce déjà dans la presse des représailles (je ne doute pas qu'il tienne parole). Ainsi l'année s'annonce mouvementée... »

du 5 février (d'un étudiant) « ...J'ai pu me procurer « Le prolétariat militant » d'Angelmo Lorenzo. Je l'ai tant cherché. Je trouve une grande joie à le lire. Par

des citations, je connaissais des fragments, mais jamais je n'avais eu le plaisir de le lire d'un bout à l'autre. C'est formidable sa passion, son ingénuité, son dévouement à la cause ouvrière. Il est possible qu'il soit édité en livre de poche, il est en attente à la censure depuis deux ans et on a l'espoir qu'il sorte ces jours-ci. Ce serait excellent parce que, sans aucun doute, la lecture du « Prolétariat militant » est très importante pour la connaissance de la première Internationale en Espagne dans les milieux universitaires. Nous avons eu aujourd'hui un séminaire et à la fin, beaucoup sont venus me dire que c'était cette partie du cours qui les avait intéressés le plus... »

14 février (d'un ouvrier du bâtiment) « ...Il y a en ce moment des grèves en plusieurs villes et dans la campagne andalouse. A Madrid, nous connaissons, par

ailleurs, un chômage dans le bâtiment comme il n'y en a pas eu depuis 1941, et il n'y a pas le moindre signe de reprise. Dans cette situation, pas question d'envisager des augmentations de salaires ; par contre la hausse du prix du métro est déjà annoncée et le reste suivra... Les étudiants commencent à s'agiter et j'ai l'impression qu'il y aura bientôt des événements... »

20 février (d'un ouvrier de la RENFE - chemins de fer espagnols) « ...Pour le moment nous faisons tous les deux jours des assemblées à l'heure du casse croûte (vous savez qu'avec la journée continue, il y a un arrêt d'une demi-heure pour manger) pour réclamer une somme que l'entreprise a distribué dans quelques départements sauf au personnel ouvrier. Cet argent viendrait, paraît-il, de la réduction des postes, par la mise à la retraite anticipée d'une partie des travailleurs (on est allé jusqu'à offrir même une indemnité de départ à ceux qui ont plus de 50 ans et qui sont pourtant loin de la retraite). En résumé, 80 % des partants sont des travailleurs des ateliers et cependant nous n'avons pas droit à cette ridicule somme de 1.200 pesetas par mois.

Nous discutons aussi sur les salaires. Il est honteux qu'un manœuvre, toutes primes comprises, touche 5.600 pesetas par mois (cette somme est comparable en Espagne à 560 de vos francs).

Nous demandons également la suppression du chronométrage arbitraire « à distance ». Des espions surveillent les compagnons (ajusteurs, tourneurs, etc...) et sous divers prétextes diminuent d'autorité les temps alloués ou nous font sauter les primes. Déjà, au mois de septembre dernier, nous avons fait grève contre ce système et manifesté à l'intérieur des ateliers. A cette occasion l'entreprise fut occupée par les « grises » (nos C.R.S.) et les ouvriers expulsés de leur lieu de travail par la force.

Actuellement, ces assemblées se font dans tous les services et parfois les ouvriers restent 10 minutes à l'heure du casse croûte pour appuyer les pétitions. Tel n'est pas notre cas, parce que, dans mon coin, on est particulièrement surveillé depuis la grève et les chefs sont là pour noter ceux qui traînent. Comme vous le voyez, la lutte est difficile... »

### Lettre d'Italie

Le 13-3-70 : « Après les attentats de Milan et de Rome, il y eut une terrible répression et j'ai cru devoir faire disparaître les adresses. Personnellement, je n'ai pas eu à en souffrir, mais de très nombreux camarades ont été perquisitionnés, ainsi que le siège de tous les groupuscules extra-parlementaires sans exception...

La situation. — Chez FIAT, Agnelli continue son travail. A l'heure actuelle on y engage presque exclusivement des femmes. Celles-ci se voient attribuer même les travaux les plus pénibles. Ceci pour 3 raisons bien précises :

1) elles sont embauchées à la 4ème catégorie tout en faisant le travail d'ouvriers de la 3ème ou 2ème catégorie. Cela permet à Agnelli d'économiser sur les frais de main-d'œuvre.

2) c'est une opération anti-grève, car Agnelli croit qu'elles sont moins influençables que ce soit par les syndicats ou les groupuscules. Ce qui est vrai, mais pas toujours. On voit aujourd'hui que les femmes embauchées il y a quelques mois commencent à comprendre dans quelle situation elles se trouvent... »

Le 5-4-70 : « Les journaux n'en ont pas parlé, mais depuis trois jours, la FIAT S.P.A. centre (Turin) est occupée. Le motif en est : le licenciement d'un syndi-

caliste. Naturellement, ce n'est qu'un prétexte, c'est-à-dire que la FIAT veut freiner au départ les luttes que mènent les ouvriers contre les cadences, les catégories, les conditions d'hygiène, etc... Pour ce licenciement, la FIAT S.P.A. centre, est en grève à outrance (2.000 ouvriers) ainsi que la S.P.A. de Stura (2.000 ouvriers), il y a plusieurs grèves et arrêts de travail à Mirafiori (carrosserie et mécanique) à Rivalta, à Zingotto, et à la Mater-Ferro (toutes les entreprises de FIAT)... »

### D'un camarade français à Londres - 31-1-70

« ...Ici en Angleterre, il n'y a pas une journée sans qu'éclate une grève dite avec pudeur « inofficielle » (inofficial). Les pauvres cons, bientôt il y aura aussi des révolutions inofficielles. Le mécontentement est très fort ; je connais personnellement quelques pros, ils sont prêts à tout casser. Le mouvement étudiant est aussi emmerdant qu'en France. Dimanche dernier, il y avait une manif contre la visite de Wilson à son cousin Nixon, organisée par les trotskistes. Je suis allé faire un tour, histoire de me marrer un peu, je n'arrive pas à prendre au sérieux ce genre de truc. Tous les trotskistes avaient des gueules d'enterrement. Heureusement, sur plus de 2.000 manifestants, nous étions entre 200 et 300 anars et proches. Nous nous étions mis au milieu de la manif, avec nos drapeaux, sans aucune banderolles vantant les mérites du « gouvernement révolutionnaire » (aux enzymes glutons) et provisoire (là je ne sais pas si c'est le gouvernement qui est provisoire ou la révolution, mon bon sens me ferait pencher pour cette dernière hypothèse).

Etant placé au milieu de la manif, on a pu en détourner en partie le sens quand les trotskards avaient fini de gueuler leurs slogans (vachement original du type « F.N.L. vaincra - U.S. out). Nous avons gueulé les nôtres, mais avant on a stoppé la seconde partie de la manif en faisant une bande de 100 à 200 et en partant au trop en gueulant nos slogans. C'est devenu plus marrant (ou plus sérieux) quand on est arrivé en face du 10 Downing Street, là où crèche Wilson. On a voulu lui dire bonsoir et lui souhaiter un beau voyage et saluer le camarade Nixon de notre part. Mais je ne sais pas pourquoi il y avait plein de provocateurs déguisés en flics, qui nous ont empêché de porter nos références au camarade Wilson. Alors notre camarade apprenti chefaillon, bureaucrate trotskiste, un certain Tarq Ali, s'est adressé à ces messieurs en termes courtois (on ne sait jamais on peut toujours être appelé à former un gouvernement de coalition). Il y en avait parmi nous qui n'ont pas compris ce langage et l'on chahuté (on est repéré par la future armée rouge et sa police populaire). Après les discours, l'ordre est donné de se disperser, tout cela dans les règles « anglaises » (entre gentlemen). Il est environ 8 h. du soir. Très peu avaient envie de rentrer chez leurs parents ; après quelques minutes d'hésitation, quelques uns se sont décidés à aller sur la Chambre des Communes qui n'est pas très loin. Mais les flics avaient ordre de nous disperser ; nous n'étions plus environ que « 500 enragés » ; nous partîmes au trop en gueulant. C'est là qu'eurent lieu quelques bagarres. Etant un grand admirateur de la démocratie anglaise, je me suis précipité vers les Communes en invitant les autres à suivre les premiers partis. Mais voilà que deux officiers, dont l'un plein de sardines, voulant peut-être me montrer le chemin, me saute dessus ; n'ayant pas, à mon grand regret, appris les bonnes manières chez les anglais, ni en France, l'un de ces messieurs les plus galonnés, se retrouve au tapis, après avoir reçu un punch du droit ; d'autres copains aidant, je pus m'enfuir. Mais au bout

de Whitehall, les flics barrent la route avec un car ; d'autres sur les côtés nous empêchent de passer. Encore quelques coups et on passe. Malheureusement nous n'étions plus qu'une centaine en face des communes, avec autant de flics arrivés en cars. Quelques groupes ont commencé à parcourir les rues. Les flics ont arrêté sans discernement une douzaine de manifestants. Heureusement, ils sont jugés le lendemain, et dans tous les cas une petite amende (entre 50 et 100 F). Je ne pense pas que tout cela ait fait avancer « la révolution », mais au moins on s'est bien marré, c'est toujours ça de pris.

Je vous joint un tract en anglais au sujet de deux jeunes basques arrêtés pour attentat contre l'ambassade d'Espagne et ses conséquences ... »

## EQUATEUR

(d'un camarade français - 22-3-70)

« ...Ce sont des étudiants, mais ces étudiants ont acquis une réelle maturité révolutionnaire. Il recherchent avant toute action armée, une liaison avec le peuple, et principalement avec les paysans. Pour cela ils font périodiquement des stages dans la campagne, où ils instruisent politiquement les paysans, se servant même de moyens audio-visuels pour faire comprendre aux analphabètes les processus d'exploitation.

Il faut dire que l'Equateur est le pays le plus misérable que j'ai traversé jusqu'à présent (seule, je crois, la Bolivie est encore plus dénuée de tout sur ce continent). Il y a ici 40 % d'analphabètes, d'abord. Il n'est pas nécessaire de citer des chiffres pour se rendre compte de l'indicible pauvreté, l'expérience visuelle suffit au-delà de toute mesure. Aucun exemple à citer en Europe comme point de repère si ce n'est peut-être la région d'Espagne que décrit et montre Luis Bunuel dans « Terre sans pain ». Cependant, ce pays possède une nature prodigieusement riche ; il y a là tous les fruits tropicaux imaginables ; immenses exploitations de bananes, maïs, cacao, et dans l'Orient, on est en train de découvrir des gisements de pétrole d'une telle richesse qu'on parle de ce pays comme l'un des futurs premiers producteurs de pétrole du monde. D'une façon générale, l'Equateur est encore un de ces pays totalement « sauvage » du point de vue de la mise en valeur des ressources naturelles. Les Etats-Unis possèdent 70 % des entreprises. Ils sont ici les seuls maîtres, car la bourgeoisie nationale n'existe que par les capitaux nord-américains.

Le président de la République, car c'est un régime de « démocratie libérale », Velasco, en est à son 5ème mandat. Il a dans les 75 ans.

Il existe dans le pays une agitation subversive constante. Des bombes explosent tous les jours à Quito.

L'université est le siège des organisations à buts révolutionnaires. L'organisation de masse des étudiants, la F.E.U.E. (Fédération des Etudiants Universitaires Equatoriens), est aux mains des pro-chinois. Aussi le bureau de la F.E.U.E. s'est scindé en deux fractions, afin de s'opposer à l'influence de la Chine.

Les étudiants avec lesquels j'ai des contacts appartiennent au M.I.R. (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire). Leurs positions sont sensées. Ils réfléchissent à partir des caractéristiques propres à leur pays ; ils ont également une attitude indépendante et critique envers CUBA et l'expérience de Che. Ils ne concluent pas à la lutte armée immédiate tant qu'ils n'au-

ront pas un soutien et un engagement populaire. Plusieurs d'entre eux sont déjà passés par la prison et ils pratiquent une certaine clandestinité. Mais la lutte directe ne les effraie pas et ils disent volontiers qu'être persécuté par la police, c'est aussi être reconnu par les paysans. Ils ne sont absolument pas dogmatiques, mais au contraire ouverts aux échanges de tous les pays et « même » de ceux d'Europe qu'ils accusent parfois d'un certain paternalisme.

Je pense, pour ma part, qu'ils auraient plutôt quelque chose à nous apprendre, et particulièrement du point de vue de l'action. Ils font en effet tout ce qu'il faut pour entretenir l'agitation, le désordre, et un certain climat de troubles très propices aux soulèvements populaires. Les murs de l'Université aussi sont criblés d'impacts de balles. Mais les révolutionnaires refusent de faire des monuments de parades aux étudiants qui sont déjà morts, ils donnent leurs réponses dans d'autres manifestations. »

## COLOMBIE

(du même camarade français - 30-3-70)

« ...Je dois dire que ces étudiants, ces travailleurs, et, d'une façon générale, toutes les personnes que j'ai rencontré ici, en Amérique du Sud, montrent un intérêt sincère, profond, dénué de tout journalisme, pour des groupes comme I.C.O. et pour les idées et les nouvelles formes d'organisation qu'ils expriment. Ces révolutionnaires sont prêts à échanger des informations, des expériences, à collaborer avec les révolutionnaires d'Europe. Dans certains cas, d'un côté comme de l'autre, il faudra faire un effort d'assimilation des caractéristiques de sa lutte, propres aux niveaux de développement économique différents, ne serait-ce que les difficultés de langue aussi qui interviennent. Ce qui est sûr, c'est que de ce côté, les portes sont ouvertes.

...

« ...L'aide précieuse de ce curé me permet actuellement de dormir dans une église (en tôle) au milieu de ce que nous appellerions en France, un bidonville, de 5.000 habitants, population exclusivement noire. J'ai la chance d'avoir une petite pièce avec un lit et un lavabo. La misère dans ce quartier est totale (enfants nus, cabanes de bois sans eau, sans un minimum de conditions sanitaires). J'ai rencontré 1 à 3 religieuses formant une communauté en lutte à l'intérieur de l'Eglise, déjà en dehors de l'autorité directe du bonze local, « indépendantes du point de vue moral et financier » selon leurs termes. Très radicales vu l'endroit où elles ont décidé de vivre... Il y a parmi elles deux nord-américaines... »

Un camarade de New-York indique qu'il prépare un texte sur les mouvements de la base dans les hôpitaux de New-York. Il a expédié deux textes rédigés avec des travailleurs :

— What Happened at Mahwah (Ford) : une description de la grève sauvage dans cette usine Ford l'an passé (voir I.C.O. n° 87, page 26).

— Mack Shinger publié par un comité de base à l'usine Chrysler Mack Ave à Détroit. Ce texte a été diffusé secrètement par des ouvriers dans l'usine et il les a aidés à constituer des comités de base sur les positions défendues par eux.

## L'AFFAIRE RATON ET MUNCH

1) Le 24 mai 68, à Lyon, à la suite d'une manifestation organisée « conjointement » par le « 22 mars » de Lyon et l'U.N.E.F., les barricades s'installent sur les quais du Rhône (pont Lafayette). Lors de la lutte, le commissaire Lacrois est écrasé par un camion lancé par des manifestants.

— le 24 juin 68, après 1500 interpellations, Michel RATON, 19 ans, jeune zonard, de famille ouvrière, est arrêté. En octobre 68, Marcel MUNCH (20 ans) orphelin et sans travail, et Michel MOUGIN (17 ans) chômeur également, fils d'ouvrier également, sont arrêtés. A noter qu'ils sont déjà fichés comme « délinquants » (« droit commun »).

— en décembre 68, Michel RATON tente de se suicider.

II) — Jusqu'en janvier 69, aucun d'entre nous n'avait eu de contact avec les emprisonnés ; à cette époque deux copains arrêtés pour activités politiques, entrent en contact avec eux, et leur proposent une action extérieure. Michel MOUGIN est mis en liberté provisoire en février et arrêté à nouveau en avril.

— le 15 mai 69, des copains essaient d'intervenir au meeting KRIVINE à Paris, mais sont refoulés par le service d'ordre pour « provocation non politique ».

— en novembre 69, un groupe de camarade décide d'intervenir et enquête auprès des familles des détenus, auprès des avocats, des assistantes sociales, etc..., arrivant ainsi à constituer un dossier, à partir duquel est envoyée une circulaire informative à tous les journaux et groupements de gauche et d'extrême-gauche, à plusieurs lycées, boîtes, M.J.C., etc...

— des articles paraissent sur l'affaire (Express, fin 69, Le Monde, début 70) ainsi que dans quelques canards anars, ou maoïstes (l'Espoir de Toulouse, l'Anarcho-syndicaliste, la Gauche prolétarienne...) et plusieurs journaux promettent des articles. Bref, on en parle.

III) — Le 24-12-69, MOUGIN est remis en liberté provisoire. Le 2 février 70, quelques copains le rencontrent, il est alors très déprimé...

— le 18 février 70, on le trouve mort dans un caniveau. L'explication officielle de la presse (en vérité explication des flics) est qu'il aurait absorbé une trop grosse dose d'éther (ce qui pourrait paraître vraisemblable vu que beaucoup de trimards se cament à l'éther) (version qui a l'avantage de pouvoir mettre sur pied la brigade des stupéfiants ?).

— de fait a) d'après les témoins, Michel MOUGIN n'avait pas de bouteille d'éther à la main lorsqu'il a été retrouvé

b) l'autopsie réclamée par la famille montre que c'est l'absorption d'un médicament dangereux (Thonédrone) qui l'a tué.

c) plusieurs questions se posent :

— qui lui a fourni le médicament ? (sans ordonnance)

— avait-il l'intention de se suicider alors qu'il est allé au boulot le matin même ? (se disant fatigué, il avait quitté son travail à 9 heures)

— un article particulièrement dégueulasse paraît dans Le Monde, sous-entendant que, puisque MOUGIN était mineur, cela rendait le procès à huis clos, et que d'autre part, des gens de Lyon, réclamaient un procès public pour en faire un débat politique, etc... deviner la suite.

IV) — A — NOUS ENGAGEONS DES ACTIONS A TROIS NIVEAUX :

1) niveau des contacts, diffusion de l'information au

près du plus grand nombre de gens possible sur Lyon, envois d'articles à « Défense active », « Nouvel Observateur (pas paru)..., l'Idiot international (dernièrement)

2) collectes (avec tracts) faites dans plusieurs endroits, spécialement :

- au théâtre de la Cité avec intervention orale à l'entr'acte,

- au théâtre du VIIIème où nous nous heurtons aux dirigeants de ce théâtre « de gauche » qui mettent la musique à la fin du spectacle à toute force pour couvrir la voix du camarade chargé d'intervenir (pas d'entr'acte) qui ferment les lumières dans le hall afin de nous empêcher de collecter et de parler, et qui appellent les flics. Bousculades et quelques copains interpellés.

3) en même temps, il est décidé de faire une intervention choc, en couvrant les murs de la ville d'inscriptions - 800 inscriptions ont ainsi été faites en une nuit sur Lyon et sa banlieue (grâce à l'appui de groupes multiples de mecs un peu partout). Le résultat est relativement positif : les gens remarquent les inscriptions, en parlent, en discutent, etc...

### B — LA REPRESSION

1) la police dénonce publiquement une camarade comme responsable de tout cela, en inscrivant à la bombe sous les inscriptions faites dans son quartier, le nom de la camarade suivi des épithètes « gauchiste », « droguée », « assassin », etc..., ainsi que sur la cage de son ascenseur d'immeuble.

2) d'autre part, un prof, membre du comité, a vu sa voiture badigeonnée par le même type d'inscriptions.

3) quelques copains, convoqués par la police, pour une tout autre affaire, ont entendu de la part des policiers la réflexion suivante : « nous, l'affaire RATON, on s'en fout ; il y en aura d'autres qui viendront vous casser la gueule ».

4) d'autre part, un autre copain, convoqué par la police, sans motif, est inculpé dès son arrivée au commissariat (il aurait été vu en train de peindre sur un mur par quelqu'un qui ne se serait pas manifesté) !!!

5) enfin, un groupe de lycéens de Villeurbanne s'est fait inculper pour dégâts d'édifices publics et risque 1.000.000 dommages et intérêts à la ville de Lyon.

Ces jours-ci doit se tenir une réunion de tous les gens ayant travaillé avec le « Comité » afin de faire le bilan et de décider des actions futures.

V) Analyse brève de l'affaire :

1) La police avait besoin d'une vengeance exemplaire et les accusés sont idéaux pour ce procès, étant complètement indéfendables, vu leur statut social de « marginaux », sans lien avec quiconque, aucun moyen de défense, etc... (nous ne savons encore pas quand doit avoir lieu le procès).

2) Les motifs (provisoire) de notre action sont :

— que cette action pose le problème des « katangais » de façon réelle et concrète

— que cette action pose le problème de la solidarité avec les prisonniers politiques, toujours de façon concrète.

— et qu'elle a comme intérêt de faire reculer la répression, en ne cédant pas au pouvoir le temps et l'espace de l'organisation de la justice (katangais-étudiant par ex.) et qu'elle est plus qu'une défense, elle est une reprise.

3) La situation ainsi créée (situation provisoire) est la suivante :

— éclatement d'un certain nombre de contradictions

entre nous (la théorie depuis mai 68 servant à couvrir la non-insertion dans les problèmes pratiques posés par mai).

— rencontres entre un certain nombre de gens, aboutissant à des liens plus réels au niveau solidarité, information, pratique politique et *vie quotidienne*, etc...

-- impossibilité pour le pouvoir de continuer plus directement sa répression sans être obligé de changer de tactique (employer les fafs, par ex.).

— faille dans la victoire de la bourgeoisie locale assez prise au dépourvu.

4) Il s'agit donc en partant de ce terrain de passer au stade :

*supérieur* : — efficacité vis à vis du procès : qu'ils soient libérés

— faire éclater les contradictions flics-fafs-pouvoir

*et différent* : — au niveau de notre organisation

— et au niveau du type d'interventions plus radicales.

DES CAMARADES du Comité de lutte pour la libération des prisonniers de mai 68

Nous avons besoin de fric : pour envoyer à RATON et MUNCH, pour nos tracts, etc...

C.C.P. BRUNET 5643 55 LYON

Notre adresse : « Comité de Lutte pour la libération des prisonniers politiques de juin 68 »

c-o B.P. « A.G.E.L. » - 20, rue F.-Garcin - 69 LYON.

## Les merveilles de la culture

(D'UNE CAMARADE DE LA REGION PARISIENNE)  
(mars 1970)

La culture avec un grand C a ceci de commun, au moins actuellement, avec la culture maraîchère, qu'elle vise à la fabrication des produits standardisés directement utilisables par la Société.

La différence principale réside en ce que le fumier destiné à favoriser cette production est appliqué directement sur les cerceaux des gens au lieu d'être répandu sur des plants de carottes.

CHAMPS D'EPANDAGE DESTINES A FAVORISER LE PASSAGE HARMONIEUX DE LA GRAINE A LA PLANTE ADULTE.

### 1) LA FAMILLE

Les graines y sont semées par petites quantités (de 1 à 6 habituellement) dans de petits pots standardisés. Les premiers balbutiements de la pousse y font l'objet de relevés minutieux et fréquents, ce qui permet d'apporter à temps les correctifs nécessaires dans le choix et le dosage du fumier dès qu'un certain taux d'anomalies semble devoir menacer l'obtention ultérieure d'une plante « comme il faut ».

Toutes les potées ne subissent pas un traitement identique. La plupart sont exposées aux intempéries de façon à former des plants plus résistants pouvant être utilisés ensuite dans des milieux particulièrement pauvres (le déchet est important, ce qui nécessite de les prévoir en grandes quantités). D'autres, par contre, sont gardées sous serres et donnent des plants magnifiques qui seront plus tard repiqués à l'Université.

Notons cependant l'identité de l'engrais de base utilisé pour toutes les potées ; il s'agit d'un engrais extrêmement toxique et donnant lieu à tous les phénomènes d'accoutumance propres aux drogues en général, le « climat familial ».

Ce « climat familial » ayant fait la preuve d'une efficacité peu commune depuis le début d'une pratique consciente des techniques agricoles, il est présent dans la plupart des fumiers accompagnant la formation de la plante jusqu'à l'âge adulte. Un de ses aspects intéressant consiste à fournir au jeune plant un avant-goût du fumier Discipline et à assurer ainsi un passage harmonieux de la famille à l'Armée.

Quelques arrosages complémentaires, dont la durée varie suivant les potées, d'un engrais dit « de scolarité » sont utilisés pour parfaire l'adaptation du très jeune plant aux exigences de la rentabilité commerciale.

### 2) L'UNIVERSITE

C'est le système dit de « culture en serres chaudes »,

destiné à faire mûrir par un soigneux dosage d'engrais (fumier léger et varié, liquide de préférence, mais très concentré) quelques jeunes plants sélectionnés dont la vocation est de fournir les Grosses Légumes béates.

On y enseigne à travers des textes dûment choisis la souplesse du roseau, la timidité de la violette, le parfum des camélias, la délicatesse aristocratique de l'orchidée, etc...

De temps à autre, des jardiniers vigilants, armés de gourdins, matraquent les feuilles nocives et répandent des défoliants sur les carrés de mauvaises herbes.

### 3) L'ARMEE

Les plants mâles sont arrachés de leurs pépinières (Famille ou Université) et repiqués dans un nouveau champ d'épandage, grassement fumé par des plantes au rebut. Ils sont alors tirés au cordeau en alignement impeccable et leurs racines sont « buttées » ; on les recouvre par ailleurs d'une couche de fumier d'odeur fétide appelé « Discipline » (couche plus épaisse que celle produite par la Famille, mais de même nature), et on leur fait subir à l'aide de sécateurs une série de tailles et retailles absurdes, afin de leur apprendre à accepter sans broncher en toute circonstance n'importe quelle « rectification » pour eux-mêmes ou pour des plants plus éloignés (expérimentations massives de défoliants au Viet Nam, arrachages en Palestine, élagages en Grèce et en Tchécoslovaquie, coupes plus ou moins sombres en Amérique Latine ou au Tchad, etc...

### 4) CHAMPS D'EPANDAGE TERMINAUX

Après la période Armée, un nouveau repiquage intervient pour tous les jeunes plants mâles, les plants femelles étant directement transplantés soit depuis la Famille, soit depuis l'Université.

#### a) allées d'accès au jardin des Grosses Légumes

Une petite quantité de plants ayant fait la preuve de leurs facultés d'adaptation au cours des transplantations précédentes (et appartenant généralement à l'espèce dite des « Fayots ») est replantée au voisinage des allées d'accès au jardin dit « des Grosses Légumes » où ces plants sont soumis à une série de sélections supplémentaires, les plus adaptés étant finalement intégrés au Jardin en question.

#### b) L'usine

Les plants robustes, mais issus de potées trop grossières pour prétendre accéder à la caste honorable des Grosses Légumes seront repiqués directement de l'Armée à l'Usine. Là, ils seront exploités *au moins 40 h. par semaine*, leur fonction essentielle étant évidemment la transformation massive du gaz carbonique émanant de tous les foyers (notamment militaires) en oxygène, appelé vulgairement « fric », sans lequel le maintien

du système serait impossible. Le fumier utilisé est exactement de même odeur putride que celui du champ d'épandage « Armée », afin d'éviter un changement d'orientation des pousses définitives.

Il est prévu différents usages de ces plantes suivant leur qualification. Par exemple, les *plantes fourragères* seront tondues régulièrement pour nourrir les porcs, coqs gaulois et autres animaux, tandis que les *graminées* seront battues puis broyées pour en extraire la substance nourricière, le reste étant utilisé pour fabriquer le fumier qui engraissera d'autres plants plus jeunes promis aux mêmes fins.

#### MODES D'EPANDAGE COMPLEMENTAIRES

##### 1) LES M.J.C.

Dites « de culture populaire », elles ne constituent que de minuscules tas de fumier disséminés et représentent un soin « conseillé » mais non obligatoire. Ceux qu'on préférerait voir arrosés en priorité sont les plants appelés « blousons noirs » en raison de la couleur et de la rigidité de leurs racines, et qui, une fois recouverts du fumier en question, devraient retrouver la souplesse et la coloration discrète des plantes standard.

##### 2) L'EGLISE

Son rôle principal dans la culture des plantes humaines est d'apporter la résignation aux plantes manquant d'eau, d'air et de lumière. Il s'agit de « soins à périodicité variable » (exemple : tournée de Paul VI en Amérique Latine).

##### 3) LES « MASS MEDIA » (TV, Radio, Publicité, etc...)

C'est actuellement le procédé le plus rentable, dit « de culture de masse ». Administré quotidiennement, il a tour à tour ou simultanément deux fonctions :

a) une fonction de « mise en condition », appelée « information », qui s'attache plus particulièrement à créer des plants humains dociles et standardisés, faciles à cueillir et à consommer.

Une technique éprouvée est celle de l'augmentation progressive, à certaines époques jugées « cruciales », des taux d'engrais.

Exemple : 1e étape : tout va très bien, grâce aux prouesses méritoires des Grosses Légumes dirigeantes et éclairées, la situation monétaire est stabilisée

2e étape : tous les transports seront désormais augmentés

3e étape : quelques autres augmentations sont prévues qui seront échelonnées sur 6 mois.

b) une fonction de diversion, qui vise à faire admettre aux différents plants qu'ils n'ont aucune raison de pousser autrement et qu'ils n'ont pas à exiger davantage de soleil.

Les plantes, mêmes humaines, n'ont pas à désirer mais à subir et à se conformer à un schéma-type correspondant à un critère défini une fois pour toutes sous l'étiquette « Belles plantes ».

Pas question de carottes jaunes ou noires si seules les roses sont directement rentables. De même, le nombre et la longueur des feuilles sont règlementés et les carottes trop feuillues seront surveillées de près.

Si les plantes se mêlent malgré tout de revendiquer trop visiblement davantage de lumière, on leur parlera de la sécheresse des pays désertiques ou du Grand Bal des Fleurs qui a lieu à Mexico.

#### PROFITS REALISES

La culture ainsi conçue se réalise au profit d'une classe de plantes spéciales dites « Grosses Légumes », aisément distinguables des autres principalement en ce qu'elles sont plus dodues, ce qu'elles doivent surtout à la qualité humaine du fumier.

Des tombereaux de plantes humaines déracinées sont en effet apportés tous les jours dans leur Jardin Privilegié pour leur servir de fumier. Notons par ailleurs qu'elles bénéficient de la majeure partie de l'oxygène fabriqué en usine, le reste étant réparti au plus juste à l'ensemble des différentes plantes; la mort par asphyxie pouvant quelque fois être préjudiciable à la rentabilité générale.

#### GRANDEURS ET LIMITES DE LA MISSION ES-CULTURE

Les calculs sont faits par des *spécialistes* directement alimentés en oxygène par les Grosses Légumes, et la culture serait réellement prospère pour le plus grand profit des « Elites » si les êtres humains pouvaient être réellement assimilés aux plantes.

Malheureusement, il faut une vigilance de tous les instants de la part des Elites (qui ont, par bonheur, le Sens des Responsabilités) pour obtenir la passivité souhaitable.

Quelques exemples d'Intox-Fumier :

— à EUROPE I : Que font les enfants allemands pendant les vacances ? Ils *sont envoyés* dans des centres... (substitution d'une forme passive à une forme active, chose de plus en plus courante à la radio et à la TV)

-- à l'Institut des Hautes Etudes Latino-Américaines : Plan de corrigé établi par le professeur à propos d'une dissertation sur les bidonvilles colombiens :

1) Les bidonvilles colombiens sont tout à fait effroyables, comme du reste tous ceux d'Amérique Latine

2) Néanmoins, l'homme finit par s'adapter à cette misère et peut éprouver de grandes joies sur le plan humain (amour, amitié, tendresse, etc) à l'intérieur même des bidonvilles les plus déshérités.

3) Centrer la conclusion sur les aspects positifs de la vie communautaire.

— Paul VI en Amérique Latine :

« C'est vrai que vous crevez de faim et ceux qui vous « affament sont coupables, mais aimez-vous les uns « les autres, c'est un devoir sacré, et surtout PAS DE « VIOLENCE ! ».

SOS . . . SOS

Il se trouve quand même, malgré toutes les précautions prises, des brutes sanguinaires qui prétendent refuser le climat de passivité dans lequel on les confine par matraquage quotidien et réclamer partout et tout de suite une HAUSSE IMMEDIATE DU PLAISIR DE VIVRE !

Des anormaux, sans aucun doute.

Si nous acceptons d'être passifs et de tuer nos désirs essentiels et notre imagination pour faire nôtre leur monde prétendu « réel » de grimaces stéréotypées,

TOUS DES ROBOTS DANS 50 ANS !  
VIVE LA VIE ! MORT AUX CROQUE-MORTS !  
WILD CAROTS POWER

# Des camarades et des groupes

Tout ce qui suit répond à l'établissement de discussions et de liaisons horizontales, à l'échange entre individus et groupes. Là où nous avons porté « LIAISONS » il faut comprendre qu'il s'agit de camarades ou groupes qui « participent au travail d'I.C.O. » ; là où il n'y a rien figurent des informations ou des remarques de camarades simples lecteurs d'I.C.O. La correspondance (lettres et réponses) est le fait d'un camarade, souvent sans discussion préalable ; les textes écartés l'ont été par les camarades de Paris collectivement ; tout camarade peut donc rectifier, critiquer, protester. Mais là on touche des problèmes pratiques que sous tendent des problèmes théoriques :

- matériellement (question financière pour I.C.O. imprimé, question temps pour un ronéotage éventuel). Nous ne pouvons tout mettre ; nous devons donc signaler seulement certains textes.

- I.C.O. boîte aux lettres est une conception de certains qui s'oppose à celle d'I.C.O. exprimant une position commune minimum et rejetant ce qui s'éloigne trop de cette position.

À l'origine d'I.C.O., l'ouverture se faisait essentiellement vers les camarades travaillant dans les entreprises pour qu'ils parlent de leurs luttes, de leurs expériences, de l'exploitation, et qu'ils abordent les problèmes théoriques à travers celles-ci. Peu à peu le débat s'est élargi et après mai 68, l'essentiel de la correspondance touche des problèmes qui ne sont pas liés directement aux luttes des travailleurs, mais qui touchent la finalité des luttes et l'organisation d'un monde nouveau. Tous ces problèmes qui se trouvent ainsi soulevés seront débattus lors de la rencontre nationale ; ils constituent un ensemble qui a déjà été abordé dans le n° 90-91, mars-avril 1970.

06 — LA COLONNE L - (demander à I.C.O.) (Liaison) Ces camarades proposent de collaborer au travail d'I.C.O. ; ils ont envoyé une bande dessinée tirée à 4.000 exemplaires lors des manifestations de février à Nice, 10 brochures sur la « révolution sexuelle » de W. REICH et le rôle de la famille, une réédition du texte de « La misère en milieu lycéen » et un tract en bande dessinée « fin de l'Université : de la misère étudiante à la révolution populaire ».

Ils préparent une autre brochure toujours tirée de W. REICH sur « le comportement irrationnel des masses ».

07 — ARDECHE - un camarade demande des liaisons dans la région.

13 — MARSEILLE (Liaisons) - Cahiers du Communisme de Conseils, B.P. 15, 13 Marseille 12ème.

21 — (Dordogne) et 26 (DROME) - demande de liaisons.

31 — TOULOUSE (Liaison) - Révolution Internationale Giné, B.P. 183, Toulouse (01).  
(Liaison) - R.I.L.E.O. - Bruno, 41, rue Camille Desmoulins, Toulouse (04).

33 — D'UN CAMARADE DE BORDEAUX - février 70

...Il y a en ce moment des grèves dans la faculté des lettres chez les étudiants d'italien, d'allemand, d'espagnol, et de lettres (circulaire Guichard). La répression préventive continue : les flics ont trouvé 70 cocktails molotov au siège de l'A.G.E.B. avant une manifestation de soutien à l'objecteur de conscience Martinez. Ils ont embarqué une vingtaine de personnes, dont des employés de l'A.G.E.B. et perquisitionné chez des gauchistes connus.

34 — MONTPELLIER (Liaison) - Séguret, 33 Bonnier de la Mosson, La Paillade, Montpellier.

38 — GRENOBLE : ne plus écrire aux adresses indiquées précédemment - Liaisons : Archinoir - (voir éditorial).

44 — NANTES : un camarade demande des contacts.

48 — (Lozère) ; 50 (Manche) et 51 (Marne) : demande de liaisons.

59 — LILLE (Liaison) - Thumerelle, B.P. 186, La Madeleine 59.

63 — Sabatier Guy, B.P. 209, 63 Clermont-Ferrand - (Liaisons) - Ces camarades qui se réunissaient dans le Mouvement d'Action Révolutionnaire Spontanée (M.A.R.S.) ont décidé, à la suite d'un bilan pratique et théorique, de mettre fin à cette organisation en tant que telle.

Ils ont sorti un texte intitulé : « de la fin du syndicalisme étudiant, du spectacle gauchiste et de notre propre dissolution » (s'adresser directement à eux).

« A cela nous avons ajouté un texte sorti après, sur l'intervention des C.R.S. à la cité universitaire, le jeudi 5 mars, avec l'article consacré par le journal local (La Montagne) à ces événements : nous avons souligné les différentes calomnies qu'il contenait. Il faut dire qu'un texte a été sorti également avec les signatures du P.S.U., de l'A.J.S., de la Ligue Communiste, pour établir un bilan des luttes : nous ne nous y sommes pas associés car il manquait de rigueur et n'était pas clair politiquement (signalons d'ailleurs que H.R. et la G.P. ne l'ont pas signé non plus ...pour d'autres raisons !). Voilà en gros le bilan, sur le plan étudiant à Clermont. Quant au milieu ouvrier, le résultat semble négatif pour l'instant en ce qui concerne la radicalisation en dehors des syndicats. Sur le plan Michelin, la C.G.T. a dénoncé le C.A. à la suite des campagnes sur la vie quotidienne avec les bandes dessinées et surtout avec les inscriptions murales à la Z.U.P. (zone de H.L.M. : environ 6 à 8.000 habitants) : « ...obsédés sexuels qui brandissent aussi bien le drapeau noir que le drapeau rouge, qui vendent « Rouge » à la sortie de l'usine... ce sont d'ailleurs les mêmes qui vendent tous les autres journaux gauchistes et qui sont prêts à tout... » Le groupe, malgré la dissolution du M.A.R.S. (c'est-à-dire coordination effective par réunions et délégués des groupes de base) continue d'exister en tant que réflexions communes d'individus sur des actions précises, mais un courant se dégage pour déboucher sur une organisation structurée, et ainsi des discussions ont lieu toutes les semaines sur une nécessaire base théorique et sur le besoin d'un regroupement national pouvant aboutir également à la constitution d'une organisation.

Pour cela nous entretenons de nombreux contacts avec des groupes locaux tels que le Conseil de Nantes, la Mèche de Toulouse, et nous commençons avec R.I. de Toulouse et les communistes de Conseil de Marseille et Montpellier.

D'ailleurs, par le canal d'I.C.O., les contacts sont aussi fort intéressants (la Base, Bruxelles, Archinoir, etc) et nous comptons beaucoup sur les rencontres nationale et internationale. »

66 — D'UN CAMARADE DES PYRENEES ORIENTALES (voir lettre publiée dans le n° 88, décembre 69, page II, et réponse dans le n° 90, février 70, page 19, sur l'anarcho-syndicalisme).

« ...Certains camarades m'ont signifié leur désaccord total avec la plupart des analyses et des conceptions d'I.C.O. C'est leur droit et ils ont leurs raisons. Je ne dis qu'ils ont raison, il faudrait qu'ils le prouvent et cela leur sera plus difficile, mais voilà où nous en sommes. Personnellement, je ne suis pas du tout d'accord avec l'interprétation que le camarade parisien donne en réponse à ma lettre du 30-9-69 dans le n° 90 de février 70, qui est la même que sa lettre datée du 10-12-69, et beaucoup de camarades ici à Perpignan sont en désaccord complet avec la façon de présenter et d'interpréter cette lettre. Il me semble que ce camarade de Paris me fait dire, me fait tenir des propos dont je n'ai jamais eu la pensée, ni l'idée ; ce camarade sème à son tour la confusion sur le véritable sens de ma lettre ; je n'ai jamais prétendu à quoi que ce soit en tant que militant, j'ai moi-même beaucoup à apprendre. Le mot

« instruire » qui a fait sursauter ce camarade a été employé par moi dans le sens d'informer, d'initier, comme je m'informe et m'initie moi-même, de tout ce qui peut faire de nous tous des êtres conscients du « rôle » que chacun de nous doit avoir dans une société telle que nous la concevons. Les militants de base que nous sommes n'ont jamais prétendu à être une avant-garde ni une élite, et je plains les pauvres types qui se considèrent comme une avant-garde ou comme une élite prétendant à diriger les militants de la base et tous les travailleurs dans une action quelconque, qu'ils prétendent eux, la meilleure, dans un but qu'ils croient bien défini... Mais j'essaierai de répondre plus longuement à ce camarade si le temps qui m'est imparti après mon travail, après la diffusion des journaux et revues et après le travail de secrétaire à la propagande me le permet.

Il y a bien d'autres camarades qui veulent répondre à ce camarade de Paris. Nous ferons notre possible pour lui faire comprendre que sa façon de présenter les idées et les conceptions des autres camarades est complètement fautive et erronée... et que son analyse fait plutôt sourire. »

66 — PERPIGNAN (*Liaisons*) - Pasquier, 46, rue des quinze degrés, Perpignan

Ces camarades demandent que nous leurs signalions des bouquins sur l'automation et pensent qu'il serait très utile d'en voir les perspectives. Ils demandent également la documentation la plus large sur REICH avec envoi de textes si possible.

67 — STRASBOURG (*Liaisons*) - Pierre A. Bernard, 1, rue Saint-Léon, Strasbourg.

69 — LYON (*Liaisons*) - Bériou, 2, rue St-Jean, Lyon 5e.  
69 — JUSTICE MODERNE - TRIBUNE DU JUSTICIER  
journal apolitique de défense et d'information (Quester Siméon, les Peupliers, Charrière Blanche, 69 Ecully)  
Publications et tracts - interventions diverses.

70 — VESOUL - Un camarade demande des documents sur les problèmes monétaires (inflation, dévaluation, etc...)

71 — (Saone et Loire), 72 (Sarthe) demande de contacts.

73 — ALBERTVILLE - CHAMBERY : ne plus écrire aux adresses indiquées.

75 — CREATAL - MICHELET - B.P. 115 - PARIS 18e  
Brochure : « la Vieille Taupe à l'hôpital », par des membres du groupe « Créactal » des élèves infirmières et des aides soignantes. Cette brochure se présente comme suit :

« la présente brochure a la prétention d'être une arme, et elle ne prouvera son efficacité en tant qu'arme, que si elle est saisie de l'intérieur par des travailleurs ou

des futurs travailleurs qui s'engagent totalement dans et pour la lutte globale contre le vieux monde ; autrement dit si chacun d'entre eux s'approprie et ses arguments et sa forme en vue du dépassement des conditions actuelles « d'existence », c'est-à-dire en vue de les utiliser, comme matériaux de base, instrument de travail théorique, préliminaire à la lutte, à son organisation pratique.

« ...Même à travers la mêlée ceux-là qui sont franchement résolus à bousiller les saulauds pour construire un monde à la mesure des exigences de tous les révolutionnaires de la vie quotidienne, ceux-là de par la reconnaissance radicale, nous saurons qui ils sont, et ils sauront qui nous sommes ; ils iront vers nous, tout comme nous irons vers eux. La rencontre est possible si de part et d'autres aucune arrière pensée ne vient à compromettre le nouvel élan révolutionnaire. L'aventure est d'autant plus passionnante que nous n'avons rien à sauvegarder qui nous appartient, que nous avons à détruire toute garantie privée, toute sécurité antérieure privée. »

75 — DEFENSE ACTIVE (voir I.C.O. n° 88 - décembre 69) 73, rue Buffon, Paris - Tél. 707-49-57 permanence de 18 à 20 heures.

tracts - affiches - journal - tous conseils d'un comité d'action contre la justice de classe et la répression dans la vie quotidienne.

75 — Nous avons reçu une plaquette intitulée « contribution à la prise de conscience d'une classe qui sera la dernière ».

La plus grande partie de ce texte est la reproduction des thèses de l'Internationale Situationniste y compris le style et y compris également une dizaine de lignes consacrées à I.C.O.

Nous n'éprouvons nullement la nécessité d'engager une polémique quelconque sur ce point. Nous signalons seulement que les auteurs de ce manifeste veulent créer une organisation révolutionnaire conseilliste, mais qu'en attendant, ils forment un groupe révolutionnaire conseilliste d'agitation (G.R.C.A.).

Pour ceux que cela intéresse : L.G. - B.P. 403 04 R.P. Cette « contribution » a déjà fait l'objet d'un rectificatif dans lequel 5 signataires déclarent : « n'avoir aucun lien organisationnel, ni ouvert, ni occulte, avec la section française de l'Internationale Situationniste ». Ils ont engagé une polémique avec le Conseil de Nantes (B.P. 327 Nantes) les uns et les autres s'invectivant dans un langage bien connu (pour avoir tout document sur ce débat, s'adresser aux adresses indiquées ci-dessus).

75 — PARIS - *Mise au point* : tracts du Palais-Royal Service (entreprise d'intérimaires) voir I.C.O. n° 87 de novembre 69, page 15, et n° 89 de janvier 70, page 5. A la demande de celui qui a animé le « Comité pour la décolonisation de la vie quotidienne », pour préciser qu'il ne participe pas et n'a pas participé en quoi que ce soit au travail d'I.C.O. C'est juste. Cet employé, auteur des tracts, avait pris contact avec des employés d'assurance (Comité de liaison A.G.F.). Deux de ces tracts ont été ronéotés et diffusés par des employés de ce comité de liaison ; le dernier tract, n° 89, l'a été séparément.

75 — PARIS - Suite à 12 lignes d'explication sur le « Semeur » (I.C.O. n° 90, page 29, février 70). Nous avons reçu d'un des co-auteurs de cette brochure, un « rectificatif » d'une page et demi. On l'ajoute au dossier des « oppositionnels » (voir I.C.O. d'octobre 67 à mai 68) qui circule. Et on clôt le débat s'il se déroule sous cette forme d'invectives. Les camarades de Paris pensent qu'il est inutile de publier ces deux derniers textes dans I.C.O.

75 — PARIS (*Liaison*) - Groupe de Paris : P. Blachier 13 bis, rue Labois Rouillon, Paris 19ème - Chaque jeudi de 18 à 20 h. - deux fois par mois, le samedi après-midi (demander adresse et date).

75 — LA FACULTE DE VINCENNES - tract intitulé « UN BEAU MARIAGE » illustrant les textes suivants : « Nos revendications de salaire, d'amélioration des conditions de travail et de retraite, tiennent compte des réalités économiques. Nous les présentons dans un esprit constructif fondé sur notre attachement au progrès social et avec la volonté de trouver un terrain d'entente avec nos interlocuteurs patronaux et gouvernementaux, y compris en signant des accords contractuels positifs » (G. Séguay, Europe I et l'Humanité).

« Les revendications des travailleurs n'ont rien d'exorbitant. Elles ne sont pas contraires à un véritable développement de l'économie du pays, elles y contribuent. Si le gouvernement et le patronat s'avisent d'être réalistes - en quoi ils seraient bien inspirés - et admettent partout, y compris sur le plan national, de discuter sérieusement pour aboutir à des solutions acceptables, il sera possible d'y parvenir : c'est ce que souhaite et propose la C.G.T. » (Henri Krasucki, la Vie Ouvrière, 23-2-70).

« On ne peut vraiment établir une politique contractuelle qu'avec des syndicats qui aient une autorité réelle sur leurs troupes. Il faut en effet que les engagements soient réciproques. Or, pour le développement de l'industrie française, le fait d'aboutir à une véritable politique contractuelle est tout à fait essentiel... »

...si le patronat a changé, il n'est pas seul. Tous les milieux changent avec la vie. Si vous croisez dans la rue le président du patronat français et tel ou tel secrétaire général d'une grande organisation syndicale, vous ne pourrez plus les distinguer. Cela est une des raisons pour lesquelles nous pouvons évoluer sans heurts inutiles » (P. Huvelin, président du centre national du patronat français - l'Express 23-2-70).

76 — LE HAVRE (*Liaison*) - Périer, B.P. 11-47 (AEIS voir I.C.O. n° 85 et 86).

94 — LETTRE D'UN CAMARADE DE LA REGION PARISIENNE :

« Bien reçu la brochure de Pouget « Le Sabotage » ; sa lecture m'a laissé sur ma faim. Au moment où la législation répressive s'augmente de textes nouveaux, il me semble encore plus urgent de divulguer des moyens de lutte clandestine anonyme. C'est pourquoi je propose à l'I.C.O. de publier les réponses à cette question :

— quels procédés de sabotages as-tu expérimentés ou connais-tu ? (nécessité de préciser le milieu d'intervention).

D'autre part, je crois que les révolutionnaires ne donnent pas assez de soins à l'étude des *communautés marginales* (d'idéologies diverses) qui depuis quelques années, et selon des causes différentes, essaient d'autres modes de vie. Qui a des expériences à décrire sur ce thème ? Avez-vous des références bibliographiques sur le sujet ?

Enfin, je propose aux lecteurs-rédacteurs d'I.C.O. de signaler les livres qu'il est indispensable de lire pour comprendre le monde de 1970 (première attitude à adopter pour être en mesure de changer ce monde). Je crois que ces livres ne sont pas très nombreux. A mon avis « *Développement et Socialisme* » (Dumont et Maroyer) Ed Le Seuil, est un de ceux-là ».

95 — ARGENTEUIL : tract janvier 70 d'un groupe communiste d'Argenteuil, qui retrace les luttes actuelles et les résultats de leur contexte mondial. Titre du tract « Un spectre hante le monde », et conclusion : « ...ce

retour au véritable capitalisme pose des problèmes eux « théoriciens » de l'économie soviétique. Ils ne trouvent pas de solution « aux relations marchandes et monétaires en régime socialiste ». (Le Monde 27-1-70). Marx n'a-t-il pas osé écrire que le *socialisme est la destruction des rapports marchands de la monnaie* ?

Tous ces faits, et notamment le mouvement de reformation du prolétariat, n'ont-ils pas un caractère général : celui de l'amorce d'une crise pouvant déboucher, cette fois-ci, sur la prise du pouvoir par le prolétariat à l'échelle mondiale ? »

X... de P... :

LES PIEDS DANS LA PLAIE : c'est le titre d'un tract sorti par des normaliens ; l'un d'entre eux le présente comme suit :

« ...cependant à l'Ecole Normale, commence à se réaliser une certaine radicalisation de la position d'un petit groupe vis à vis de l'E.N. et de l'Education. Sur tout à la suite de la parution à l'E.N. du texte ci-joint, texte qui a évidemment provoqué de très nombreuses réactions. Le directeur, directement attaqué (curé humaniste pseudo-marxiste) a répliqué également par attaques personnelles visant à isoler et déconsidérer les responsables du texte. Certains profs ont menacé de faire grève si les auteurs n'étaient pas immédiatement exclus. D'autres ont dit, en bons récupérateurs : « Enfin quelqu'un qui parle d'éducation à l'E.N. ». « Voilà enfin les normaliens intéressés à quelque chose », etc... Une réunion a eu lieu une semaine après la parution du texte, comprenant le directeur, les profs, les instituteurs chez qui on va faire des leçons, et des normaliens des deux classes de formation professionnelle (après bac). Résultat immense magouille mi-électorale mi-judiciaire, tournant à la déconfiture idéologique et spectaculaire du directeur, désavoué dans son attitude et ses positions par la majorité des élèves et quelques profs. Toute sanction est actuellement pratiquement (nous l'espérons) impossible pour l'administration à cause de la position des élèves. Nous avons l'intention de continuer. Mais, dans l'immédiat, nous craignons, sans trop d'espoir, une récupération du texte pour le renouveau pédagogique d'une Ecole Normale totalement pourrie (9/10 des normaliens se cuisent, aucun cours réel, l'ennui suintant partout), mais d'une pourriture dangereuse et combattue par le système politico-flic-éducatif... »

Si vous pensez que le texte mérite un approfondissement théorique, dites-le, on vous le fera parvenir...

Si vous êtes en contact avec des normaliens, signalez-le nous. ça pourrait être utile. Les contacts en ce sens nous manquent.

Nous ne prenons ce texte que pour ce qu'il a été quelques jours, c'est-à-dire une arme de combat et pour ce qu'il peut être pendant le temps situé entre sa parution

son dépassement, c'est-à-dire une base de regroupement, de reconnaissance pour une radicalité et une cohérence plus grandes dans notre vie en tant que normaliens et futurs instituteurs.

#### LES PIEDS DANS LA PLAIE

1 — Le viol est l'intrusion de force d'une manifestation extérieure dans un individu ou un groupe d'individus, manifestation qui a pour but de satisfaire les besoins de celui qui le commet, évidemment au détriment des désirs réels de celui ou de ceux qui la subissent.

2 — La société bourgeoise maintient sa dictature sur tous les domaines de notre vie par un viol permanent.

3 — Le viol est nécessairement inhérent à tout système éducatif

4 — L'éducation bourgeoise est un viol permanent au service de la classe bourgeoise.

5 — L'enseignement prodigué généreusement à l'Ecole Normale est lui aussi bourgeois, au service de la classe possédante, et basé essentiellement sur le viol.

6 — A l'E.N., on nous viole pour nous apprendre à violer.

7 — Toute situation « pédagogique » est basée sur le viol.

8 — En nous apprenant la technique du viol, on ajoute à notre qualité de violés celle de spectateur de notre viol.

9 — Ce spectacle, habilement monté, s'il endort la majorité et la rend passive, provoque chez certains une prise de conscience de leur véritable situation.

10 — On nous oblige à vivre quotidiennement sur le théâtre de notre viol, sans songer que l'odeur nauséabonde qui y flotte puisse nous exaspérer.

11 — Certains d'entre nous aiment être violés, mais le proche abandon de cette position pour celle de violeurs salariés et syndiqués les indispose. La vie à l'E.N. n'a de sens pour eux que pendant les cours.

12 — D'autres aiment violer, mais leur position présente ne leur permet pas de s'exprimer pleinement, et finalement les rend insatisfaits. Leur misérable existence ne prend un sens que pendant les stages dans les classes et lors des leçons d'essai.

13 — D'autres aiment violer par devant et être violés par derrière. Ceux-là sont comblés par cette E.N. sado-masochiste, mais la précarité et la courte durée de leur situation les angoisse, les inquiète.

14 — D'autres enfin ont horreur d'être violés et n'ont aucun besoin de démontrer leur puissance en violant. Ils n'ont que faire d'un pouvoir aliéné et mystificateur, le pouvoir de violer, qui n'est en fait qu'un viol du pouvoir. Leur insatisfaction est totale. Leur vie à l'E.N. n'a aucun sens pour eux.

15 — Tous ces insatisfaits, inquiets, angoissés, indisposés

partiels ont une vague conscience du fait que ce qu'ils vivent à l'E.N. ne répond pas à ce qu'ils désirent.

16 — Aussi essaient-ils d'échapper à cette triste et misérable réalité et prenant des cuites.

17 — La majorité d'entre nous trouve dans l'alcool le moyen de dégueuler à la face des autres la misère de la vie.

18 — La cuite joue un rôle encore plus important : sous l'empire de l'alcool, comme il serait sous l'empire d'une autre drogue, l'homme ivre, fût-il alcoolique héréditaire, fût-il même normalien, est incapable d'effectuer son travail suivant les normes prescrites et par là ne peut plus tenir sa place dans l'immonde hiérarchie sociale et le système productif mangeur d'enfants.

19 — Incapable de travailler, donc ne pouvant être exploité de façon aussi satisfaisante par la bourgeoisie, le normalein ivre devient une charge pour la société qui le paie 923,08 F par mois. Est dangereux pour la Société adorant le grimaçant Dieu Travail celui qui préfère jouir que peiner, s'éreinter, se faire exploiter.

20 — Les considérations morales qui font s'enfuir les curés de tout acabit devant l'ivresse et la jouissance ne sont que le justificatif à posteriori d'un ordre social basé sur l'exploitation effrénée du travail.

21 — Les cuites sont donc dangereuses pour la société bourgeoise, et c'est en tant que telles qu'elles sont réprimées à l'Ecole Normale.

22 — Aujourd'hui, à l'E.N., comme dans tous les autres temples de la répression organisée au profit de la bourgeoisie, le bon travail, primé, médaillé, encouragé, est l'emblème de toutes les crapules théologiques, courtisans frigidés du capital.

23 — Saouïlons-nous en ayant conscience d'être dangereux !

24 — Ne travaillons plus, détruisons l'image dominante et sadique du Dieu Travail, nouvelle idole des curés humanistes pseudo-marxistes !

« TENDANCE 7 »

## Notes de lecture

A. PANNEKOEK, H. GORTER, ORGANISATION UND TAKTIK DER PROLETARISCHEN REVOLUTION, Archiv sozialistischer Literatur, n° 11, Verlag Neue Kritik, Francfort, 1969, 254 p., 24 Marks (avec une préface de Hans Manfred Bock, intitulée : « de l'histoire et de la théorie de l'école marxiste hollandaise »).

Ce recueil rassemble divers articles et brochures rédigés, entre 1912 et 1921, par les deux penseurs militants. Il en donne une version intégrale, contrairement à l'anthologie de Serge Bricianier qui vient de paraître en langue française. En outre, cette dernière ne pouvant consacrer à la période précitée qu'un espace plus restreint, est moins complète sur quelques points, l'œuvre de Gorter, par exemple. Malgré ces relatives lacunes, l'édition française reste toutefois un bien meilleur instrument pour comprendre et réfléchir.

Riche en informations, la préface de H.M. Bock, demeure fidèle à la perspective académique occidentale : les théoriciens du communisme de conseils historique auraient anticipé à bien des égards « les analyses du kautskisme et du léninisme qui, de nos jours, font la science politique » ; en revanche, leur attachement à des « postulats spontanéistes invérifiés » les aurait conduits à « l'immobilisme théorique ». Ce qui justifierait

le choix d'une période de référence aussi limitée que celle retenue ici. Mais, on le sait, le savoir universitaire a pour trait fondamental en ce domaine de vider de son contenu subversif l'idée des conseils pour la réduire à un assortiment de recettes critiques, bonnes à confectionner des ouvrages n'ayant qu'une seule dimension : la reconstitution archéologique. Et, là où les professeurs de l'Ouest diagnostiquent une « mystique de la spontanéité », leurs collègues de l'Est (et l'école trotskiste) dénoncent un « activisme hystérique », un prétendu putschisme, insoucieux des vénérables conditions objectives que les grandes et les petites autorités invoquent à tout bout de champ. Mais, ces derniers temps, la reprise des actions directes et sauvages, si fragile et si confuse soit-elle encore, a pour effet, assurément très secondaire, d'infirmier les boniments des historiens d'Etat.

PANNEKOEK ET LES CONSEILS OUVRIERS  
Serge Bricianier - Editions E.D.I. - Paris (1)

Il est assez embarrassant pour moi de présenter cette anthologie. En effet Pannekoek exprima au cours de sa vie un courant de pensée que j'ai en quelque sorte re-

joint après une longue expérience décalée d'une bonne dizaine d'années par rapport à la sienne, à celle de Gorter, Ruhle, Korsch, etc... Eux abordèrent et vécurent la grande vague révolutionnaire européenne en adultes ayant accédé à une pleine maturité politique grâce à leur participation aux discussions et aux luttes de la classe ouvrière. Par contre, les révolutionnaires de ma génération, en France particulièrement, étaient non seulement trop jeunes, mais trop mal informés sur ce qui s'était passé en Russie et en Allemagne. Nous fûmes embarqués dans le sillage du bolchevisme dont l'influence et la littérature prédominaient grâce au prestige de la révolution russe. C'est par notre activité, les expériences s'accumulant, que nous fûmes amenés à la critique du bolchevisme et à une réflexion persévérante qui nous fit rechercher les contacts avec les tendances ayant critiqué, bien avant nous, les dirigeants russes. Mais tout cela tardivement, après même les discussions qui amenèrent la formation des oppositions de gauche au sein de l'Internationale Communiste.

En réalité, c'est plus en prenant position devant l'évolution concrète de la Russie soviétique, et par notre effort de retour aux sources pour la comprendre, que nous en arrivâmes à rechercher les liaisons avec les Communistes des Conseils hollandais. Et la seconde guerre mondiale survint. Six années. Les liaisons reprurent. Puis deux ouvrages importants de Pannekoek parurent, mais en anglais « *Lénine philosophe* » et « *Les Conseils ouvriers* ». D'autres textes de lui furent aussi publiés, par exemple « *Le Matérialisme historique* » dans la petite revue confidentielle *La Flamme*.

Bref, ce n'est que maintenant que Serge Bricianer nous donne une anthologie reproduisant l'essentiel de l'œuvre d'Anton Pannekoek, dont certains textes absolument inédits en français et d'autres un peu connus publiés, par exemple « *Living Marxism* », publiée aux U.S.A. par Paul Mattick.

Ce long préambule fera comprendre pourquoi la lecture de ce livre a provoqué, en ce qui me concerne, une réaction d'enthousiasme peu propice à la rédaction d'un papier sur l'ouvrage.

Il serait prétentieux de parler d'une rencontre, car le temps ne nous fut jamais donné d'approfondir certaines questions théoriques traitées par Pannekoek. Eussions-nous eu ce temps d'ailleurs que les capacités auraient sans doute fait défaut. Nous étions trop peu nombreux et avons toujours été noyés dans une activité ingrate et absorbante de lutte contre le courant, toujours en opposition, et, quand même, toujours sur la brèche. Avec, en plus, cette si rapide évolution du monde qui compliquait toutes les tentatives de s'atteler à un travail suivi de recherche théorique. Ce qui ne veut pas dire que rien ne fut fait. Mais, et nous le déplorons depuis des années, aucun livre, aucune brochure un peu copieuse ne vit le jour pour faire connaître ce Communisme des Conseils que nous avons fait nôtre.

Car, quoiqu'en dise Serge Bricianer en conclusion de son anthologie, le Communisme des Conseils n'appartient pas au passé. Il n'y a pas eu rupture de continuité entre les années 20 où ce courant connut quelques succès et maintenant, où le « conseillisme » est revendiqué par beaucoup. Il y eut, certes, des temps difficiles pendant lesquels la lutte de classe fut déviée de ses objectifs révolutionnaires et il était normal que le Communisme des Conseils fut en veilleuse. Mais une filiation directe s'est maintenue en Hollande, et ce qui est peut-être plus important, une autre filiation plus indirecte s'est produite du fait de camarades parvenant au travers de leur propre expérience à presque recréer ce

Communisme des Conseils avant même de prendre contact avec nos amis hollandais.

C'est ce qui fait justement toute l'actualité de ce courant de pensée. Par de multiples cheminements, par une évolution souvent parallèle, nombreux sont aujourd'hui les camarades qui, à la faveur d'événements comme mai-juin 68 en France, et l'accentuation de la lutte de classe dans les pays industrialisés, en sont venus à affirmer leur rattachement au Communisme des Conseils, celui des années 20, celui des œuvres de Pannekoek dont les principales datent de la dernière guerre, celui dont Casme Mejer, Paul Mattick et quelques autres camarades nous entretenaient et qu'ils faisaient connaître en Hollande et aux U.S.A.

Serge Bricianer a toutefois raison de préciser que « *vouloir restaurer certaines idées au contenu périmé* » (p. 299) ne pourrait nourrir en l'occurrence que des dogmes. Mais il ne s'agit pas de cela pour tous ceux qui ont au moins acquis l'horreur du dogmatisme et de l'orthodoxie. Pour tous ceux là qui pensent l'action à laquelle ils participent, la « *transmission*, comme le dit Serge, *des enseignements du passé peut fournir, jointe à d'autres éléments de connaissance, un moyen de discerner mieux et plus vite dans les luttes autonomes du présent, les traits d'actions de masse et d'un monde nouveau encore en gestation : un élément d'orientation. En ce sens les pages arrachées à une longue histoire de combats peuvent servir d'instruments pour réfléchir et discuter d'abord, pour mener la propagande ensuite* » (p. 299 - 300).

C'est dans cet esprit qu'il peut y avoir - et il y a - rattachement et filiation au Communisme des Conseils qui sera... ce qu'on en fera, ce que les travailleurs en feront dans la nouvelle phase de la lutte de classe qui s'amorce et fait présager des affrontements de caractère révolutionnaire.

Serge a choisi de présenter les écrits d'Anton Pannekoek dans l'ordre chronologique, en les replaçant dans le contexte de leur époque grâce à quelques rappels historiques qui apparaîtront forcément trop résumés. Ce faisant, son livre est une véritable biographie politique, ce qui permet de mieux suivre l'évolution de Pannekoek en fonction des événements et situations vécus. Parmi les raccourcis historiques dus à Serge, signalons ceux qui concernent la révolution allemande si peu connue et pourtant si importante pour les travailleurs des pays industrialisés. A ma connaissance, seul un camarade comme André Prud'homme possédait cette même maîtrise dans la connaissance du mouvement révolutionnaire allemand des années 20.

Si nous insistons sur l'importance de cette période, c'est parce que, et les lecteurs du livre s'en rendront compte, elle fut l'occasion d'un tournant décisif dans la pensée d'A. Pannekoek, plus que la première guerre mondiale et autant que la révolution russe. Les textes datant de 1920 (*Révolution mondiale et tactique communiste*) et de 1921 (voir pages 220 et suivantes) sont à cet égard les textes charnières du livre.

Je sais que pour certains de nos jeunes camarades, l'effort de rénovation théorique accompli par A.P. ne sera pas apprécié autant que par les révolutionnaires de ma génération qui furent plus long à tirer les enseignements de luttes qu'ils n'avaient pas vécues, si proches aient-elles été pour eux. La réédition de la brochure de Gorter (Réponse à Lénine) a été accueillie par des réflexions du genre : il n'y a pas de quoi en faire un événement. C'est facile à dire en 1969-70. Et ce sera aussi facile de porter un jugement semblable pour les écrits de Pannekoek. Mais que nos jeunes camarades sachent bien que si tout cela paraît maintenant « aller

de soi », c'est parce que la période de luttes que nous vivons rend les enseignements d'un Gorter et d'un Pannekoek très actuels, et particulièrement précieux pour lutter contre les variantes de l'idéologie technobureaucratique.

Ainsi, ce qui est le plus important dans ce recueil de textes de Pannekoek, c'est son mode de pensée, c'est cette volonté de remettre en question l'acquis théorique du passé en fonction de l'évolution de la lutte de classe au cours de la situation de crise de régime due à la première grande guerre mondiale.

Or, cela ne va pas si facilement de soi. A. Pannekoek a pu le faire parce qu'il était préparé pour les discussions sur l'interprétation du marxisme des dirigeants de la social-démocratie allemande. Son esprit critique toujours en éveil le dressa alors contre le cours imposé à la lutte ouvrière par la bureaucratie politique et syndicale.

Que les discussions aient pris l'allure de la défense d'une « orthodoxie » marxiste est secondaire. En fait, il s'agissait avant tout pour A.P. de rechercher quel devait être le comportement des révolutionnaires dans le cours nouveau de la lutte de classe en tenant compte des moyens de lutte adoptés par les ouvriers eux-mêmes. La guerre devait provoquer la rupture entre les différentes tendances qui s'affrontaient au sein de la IIème internationale. Mais A.P. et ses amis avaient déjà rompu avec celle-ci dès 1909.

On peut dire qu'à cette époque se cristallisèrent plusieurs branches du marxisme (voir p. 247), et cela devait se confirmer au cours des grands événements de la fin de la guerre. Les écrits de Pannekoek nous rappellent comment les uns et les autres se comportèrent.

Encore une fois, certains jeunes camarades s'étonneront des hésitations de Pannekoek et ses amis à se lancer dans une critique des bolcheviks. Il faut donc rappeler que d'abord les informations manquaient et devaient rester rarissimes longtemps encore, et qu'ensuite on ne fonce pas tête baissée contre des camarades avec lesquels on a lutté contre la droite de la social-démocratie avant et pendant la guerre, et qui, d'autre part, viennent de remporter une telle victoire à la tête du prolétariat russe. Et puis il y avait la tâche commune de création de la IIIème Internationale. On doit au contraire considérer que la différenciation se fit très vite, au cours des luttes en Allemagne et à l'occasion des premiers débats au sein de la toute nouvelle Internationale. Dès 1920, pour le Congrès de celle-ci, la rupture était consommée. Le Communisme des Conseils devint la seule tendance communiste de gauche capable d'entreprendre une critique fondamentale du bolchevisme et de la révolution russe. Si cette critique ne prit pas d'emblée le caractère et l'ampleur que les lecteurs de 1970 souhaiteraient, c'est qu'il fallait tout de même un peu de recul, et que se consolide en Russie ce nouveau régime de Capitalisme d'Etat.

Nous avons parlé de plusieurs branches du marxisme, car A.P. ne conteste pas que Lénine et les dirigeants social-démocrates soient des disciples de Marx. Je ne crois pas exagéré d'affirmer que dans ses œuvres capitales, Pannekoek a apporté aux révolutionnaires les matériaux nécessaires à la naissance d'un marxisme libertaire, plus précisément d'un socialisme libertaire (un « communisme libre » page 286). De la lutte des travailleurs, la pensée socialiste doit tirer les enseignements nécessaires à une compréhension plus poussée des buts à atteindre et des moyens d'y parvenir, et cela doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Parti de l'idée que le marxisme, qu'il identifiait au socialisme, devait être propagé comme science au sein du prolétariat (Kautsky devait parler d'implantation et

Lénine également), Pannekoek comprit que si Marx avait tiré les enseignements des luttes ouvrières en Angleterre, c'est-à-dire dans le pays qui vit naître le capitalisme industriel, il fallait sans cesse reprendre la méthode et l'appliquer aux luttes récentes en modifiant la théorie en conséquence. Ainsi seulement, le socialisme peut rester vivant.

Il est bien évident que, parallèlement à cette évolution concernant les sources vives d'un socialisme opposé à celui des bureaucraties politique et syndicale de la social-démocratie allemande, et plus tard du capitalisme d'Etat russe, Pannekoek devait aussi infléchir sa critique des tendances anarchistes et syndicalistes révolutionnaires préconisant l'action directe, c'est-à-dire décidée et exercée par les travailleurs eux-mêmes. Voir à ce sujet comment A.P. traite du problème de l'éthique qui ne fait pas défaut aux révolutionnaires marxistes, mais qui est et ne peut être qu'une éthique de classe et non « une éthique planant au-dessus du genre humain » (pages 18-19). Voir également ce qu'écrivait Pannekoek au sujet de la critique anarchiste de l'Etat (p. 78). Rappelons que leur critique assez abstraite de l'Etat a malheureusement conduit les anarchistes à ignorer le problème du pouvoir ouvrier, comme ce fut le cas en Catalogne en 1936, et cela alors que les bases en existaient, qui n'étaient autres que les Comités d'usine, des milices, des paysans.

Dans son livre sur les Conseils ouvriers, Pannekoek insiste sur cet avantage des Conseils (Comités ou Soviets) d'être les organismes de base du pouvoir des travailleurs, à la fois politique, économique et social, et d'être pour cette raison la négation de l'Etat bourgeois ou bureaucratique.

Les Conseils, forme d'organisation de la lutte révolutionnaire, sont en même temps les organismes de base de la société qui se crée dans et par cette lutte. A.P. se garde d'anticiper davantage, s'en remettant à ceux qui créeront cette société nouvelle. Ainsi limite-t-il la théorie socialiste à ce qu'elle peut seulement être : un outil d'analyse. En ce sens, le socialisme est bien l'étude scientifique de la lutte des classes, la « science de la société ». Propagé au titre d'enseignement des luttes passées, il devient un facteur, un élément de la conscience de classe. Mais n'oublions pas qu'il s'agit là d'un processus continu, ce qui revient à dire que les travailleurs doivent constamment penser leurs luttes, ce qu'ils sont bien obligés de faire d'ailleurs, en tirant les enseignements par leur réflexion, faire le point aussi souvent que possible, afin de continuer le combat mieux armés.

Autre sujet d'étonnement probable pour de jeunes camarades : A.P. utilise le mot « parti » longtemps, longtemps après que le rôle qu'il définit pour ce parti se soit opposé à celui que lui confèrent tous les dirigeants. Je suis de ceux qui ont fait de même. Dès le début des années 30, nous donnions au parti le sens d'une organisation animant, et non dirigeant, les luttes ouvrières. Et ce n'est que vers 1950 que nous avons lâché ce mot auquel l'histoire a donné un sens bien concret, contre lequel il était vain de s'insurger. Utiliser l'expression « organisation des révolutionnaires » n'est qu'un palliatif. Car tout dépend en définitive, comme pour le Parti dans le passé, du rôle qu'on entend donner à ces O.R.

Les mots vivent et s'usent dans la mesure où ils recouvrent une réalité historique. Il faut bien s'en arranger. Ainsi en est-il du « socialisme », dont l'utilisation en tant que mot nécessite d'avoir la boîte à guillemets inépuisable. Aussi, en parlant plus avant du socialisme libertaire, nous ne faisons que pour le mieux. Peut-être faudrait-il utiliser le vocable « communiste », mais

n'est-il pas aussi galvaudé et dénaturé depuis que l'Internationale Communiste s'est voulue différente de l'Internationale Socialiste.

Revenons à l'œuvre de Pannekoek pour signaler le texte remarquable écrit en 1919 : *Le Matérialisme historique* (voir pages 24 et suivantes - voir aussi le n° 1 des Cahiers du C. de C. 1968) :

« ...lorsqu'à la suite du développement des forces productives le monde se met à changer des impressions nouvelles et différentes pénètrent l'esprit, sans pouvoir s'adapter aux représentations anciennes. Dès lors s'ouvre un processus de reconstruction, en partie sur la base des vieilles idées, en partie sur celle des expériences nouvelles. De nouveaux concepts succèdent aux anciens, les règles et les jugements d'autrefois sont bouleversés de fond en comble, de nouvelles idées font leur apparition » (page 27).

« Le monde ambiant qui détermine la pensée, ne se compose pas seulement du monde économique contemporain, mais aussi des influences idéologiques émanant des rapports constants entre les hommes... Avec le temps, la tradition doit céder devant la puissance des réalités nouvelles qui, à tout instant, la battent en brèche. » (page 29)

Les réalités nouvelles ne manquent pas depuis quelques années. Avec le développement des grèves sauvages apparaît même « une certaine conscience homogène de ce qu'il convient de faire. C'est sur ce plan que le rôle de la propagande, de la discussion publique se situe... D'où la nécessité de faire des Conseils ouvriers un thème de discussion. » (page 290)

Je ferais volontiers de cette nécessité ma conclusion, étant bien entendu que ce thème n'est pas limitatif et que, d'autre part, notre effort d'analyse de l'évolution de la société doit rester permanent.

Mais je dois encore souligner l'importance d'un écrit d'A.P. datant de 1909 : *Les divergences tactiques au sein du mouvement ouvrier*. Pannekoek s'oppose à une conception mécanique de la révolution.

« Toutes les rapports de production sont des rapports humains... Les contradictions du développement social sont des contradictions ressenties par les hommes et, par conséquent, le renversement d'un mode de production ne peut être que l'œuvre des hommes » (p. 53)

Mais, ajoute Pannekoek, « ce n'est en aucune manière l'œuvre d'hommes qui s'estiment placés au-dessus de la société... » Bien au contraire, c'est grâce à la lutte de classe que la société peut être transformée. A condition toutefois que cette lutte de classe puisse « surmonter la tradition des phases précédentes, afin de pouvoir clairement distinguer ses tâches propres et les mener à bonne fin. » (page 176)

« Or, tandis que la classe connaît une transformation et un développement accélérés, les chefs restent attachés d'esprit à une étape déterminée et se font les porte-parole d'une phase dépassée... ce qui rend plus ardues une orientation nouvelle et l'adaptation à des luttes inédites. » (même page) (Révolution mondiale et tactique communiste - 1920)

Autre conception mécanique : « la théorie selon laquelle le capitalisme serait entré dans une crise mortelle, une crise économique si profonde que le capitalisme ne pourra jamais s'en sortir et court donc à l'effondrement. » Cette thèse n'a rien de commun avec le marxisme dit Pannekoek. « Marx et Engels n'ont cessé de souligner avec vigueur que seule l'action concrète du prolétariat, ayant conquis le pouvoir au travers de la lutte de classe et de la mise en place ultérieure d'un ordre de production nouveau, pouvait mettre fin au capitalisme... La question du socialisme est une question concernant les hommes... » (1927 - pages 225-26)

Je n'en finirais pas de puiser dans cette anthologie de Serge Bricianer tout ce qui peut être utilisé dans les discussions en cours actuellement. Le Communisme des Conseils est trop riche pour appartenir au passé. Il nous revient d'en propager les principes essentiels et surtout d'utiliser la méthode de pensée d'un Pannekoek, dont les textes patiemment rassemblés par Serge sont les résultats d'une réflexion exemplaire.

## PUBLICATIONS

Sous ce titre, tu trouveras :

- 1 --- l'annonce de textes publiés séparément par des groupes participant à I.C.O
- 2 --- Le rappel de publications antérieures disponibles.
- 3 --- Un relevé des publications échangées ou de celles qui auront pu intéresser des camarades accompagnées parfois de notes critiques.

**LA CRITIQUE** : Ce qui est dit ici n'est que l'opinion d'un ou plusieurs camarades. Si tu n'es pas d'accord ou si tu as lu quelque chose d'intéressant non mentionné ici, tu dois l'écrire car cela peut nous intéresser tous.

**LA DOCUMENTATION** : Pour une discussion, pour un article, tu as réuni des textes, des articles de journaux, des livres ? Pourquoi ne pas en publier la liste ? D'autres camarades la complèteront et cela pourra servir à tous.

**L'ECHANGE** : Seul ou en groupe, vous avez publié des textes, des tracts, touchant le mouvement ouvrier, ou une lutte particulière. Signale-le nous : ou on le mentionne avec nom et adresse, ou tu nous en envoies suffisamment pour satisfaire les demandes.

### I - Projets de publications

— BELIBASTE envisage de publier des livres collectifs traitant d'un sujet déterminé et élaborés par l'apport de documents, d'informations et de discussions par et entre tous ceux qui seraient intéressés. Voici les sujets envisagés :

- Manuels et Intellectuels
- Education et Révolution
- Les collectivités, communautés existant actuellement.

Tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, peuvent participer à ces projets (ou en suggérer d'autres) s'adressent à Bélibaste, 25, rue des Boulangers, Paris 5e.

### II - Textes publiés depuis mars 70

(ou dont la publication se fera incessamment)

— L'AUTOGESTION DANS L'ESPAGNE REVOLUTIONNAIRE - F. Mintz - souscription 24 F, paiement par chè-

que à l'ordre de Bélibaste, éditeur, Paris, 25, rue des Boulangers, Paris 5ème.

— LENINE PHILOSOPHE par A. Pannekoek, dans la collection des Cahiers Spartacus - conditions avantageuses si commande par I.C.O.

— BILAN D'UNE ADHESION AU P.C.F. - brochure d'I.C.O. - 2 F.

— SUPPLEMENT A I.C.O. MAI 70 contenant différents textes adressés à I.C.O. depuis octobre 69 et non publiés (textes ronéotés en nombre limité - 1 F).

— LES CAHIERS DU COMMUNISME DE CONSEILS (Robert Camoin, B.P. 15, 13 Marseille 12) n° 5, mars 70 - Editorial - Bolchevisme et Communisme de Conseils, l'arrière fond de la déstalinisation (2 F).

— CONSEILS OUVRIERS ET UTOPIE SOCIALISTE - réédition imprimée d'un texte publié sous ronéoté par les Cahiers de discussion pour le Socialisme de Conseils - Avertissement, liminaire, réflexions à propos de la révolte de mai, syndicats et partis ouvriers au service de l'exploitation capitaliste, Utopie et Révolution, extraits des Conseils Ouvriers de Pannekoek (3 F - Janover, 97, rue de Belleville, Paris 19ème).

— LES CAHIERS DE MAI n° 19, avril 70 (72, rue du Château d'Eau, Paris 10ème) - L'issue de la crise, textes sur les luttes d'employés (Thomson, Elf-Erap k, Encyclopédie Universalis), accord d'entreprise Renault, Sud-Aviation-Toulouse, Groupe Intérim, Cheminots, P.T.T., la grève des postes aux U.S.A., Grèce, Espagne, les nouvelles normes des H.L.M.

— LIAISONS n° 3 (Leroi, 1, rue d'Horloz Tilleur 4210, Belgique, M.C. Gilles B.P. 12, Ixelles 2, 1050 Bruxelles) Nu.néro presque entièrement consacré aux grèves belges (Limbourg, Colard, Michelin, Nestor Martin, Cockerill, F.N., Leffe-Dinant, Cuivre et Zinc).

### III - Brochures ou numéros anciens disponibles ou demandés

Nous avons récupéré quelques exemplaires de la brochure « HONGRIE 1956 ». Documents sur les Conseils Ouvriers, extraits de Socialisme ou Barbarie et du livre Pologne Hongrie (demander à I.C.O. - 4,50 F).

— LA CRISE SEXUELLE de Reich - Réédition d'une ancienne brochure - Pastore, 12, Boulevard de Marseille-Veyre, 13 Marseille 8ème (6 F, frais d'envoi compris).

— LA GREVE GENERALISEE EN FRANCE, MAI-JUIN 68 (2,50 F)

— LES PROVOS ET LA LUTTE DE CLASSE (1 F).

— LE MOUVEMENT POUR LES CONSEILS OUVRIERS EN ALLEMAGNE (1 F).

— DICTATURE DES INTELLECTUELS (1 F).

— RENCONTRE NATIONALE 1969 (1 F).

— RENCONTRE INTERNATIONALE 1969 (2 F)

#### AUTRES BROCHURES

— THESES SUR LA REVOLUTION CHINOISE (numéro spécial des Cahiers du Communisme de Conseils, 2,50 F)

— PETIT PRECIS DE DROITS (enveloppe timbrée 0,45)

— LE SABOTAGE - Pouget (enveloppe timbrée à 0,45)

#### OUVRAGES DISPONIBLES

— REPONSE A LENINE - Gorter (4 F).

— PANNEKOEK ET LES CONSEILS OUVRIERS (Bricianer) Ed. EDI (conditions avantageuses si commande à I.C.O.)

— LIAISONS INTERNATIONALES - n° 1 et 2 - Gilles, B.P. 12 Ixelles 2, Belgique (attention adresse inexacte dans les bulletins précédents).

#### NUMEROS D'I.C.O. DISPONIBLES

1966 : 50, 52 - 1968 : 75, 76 - 1969 : 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88 - 1970 : 89, 90.

#### NUMEROS D'I.C.O. DEMANDES

tous exemplaires avant 1966 et plusieurs numéros de 49, 65, 70, 71, 72, les brochures : Russie et Nantes-Saint-Nazaire - Une collection de l'I.S. n° 1 à 10 inclus. Au lieu de jeter les vieux bulletins ou celui-ci, renvoie-les 7 centimes par 100g.

#### Publications reçues

— CIRA : (Centre international de recherches sur l'Anarchisme). Beaumont 24 - 1012 Lausanne, Suisse - Bulletin n° 20, avril 70.

Art. sur « un séminaire international sur l'anarchisme » (Turin décembre 69). Liste bibliographique - Le rapport d'activité joint signale que les dépôts et prêts débordent l'anarchisme, empiétant notamment sur le courant marxiste des conseils allemands et hollandais, ou sur des tendances anti-autoritaires (dans l'éducation) ne se référant pas à l'anarchisme.

Prêts de livres à l'adresse ci-dessus et à C.I.R.A., B.P. 40-13 Marseille, St-Just. — L'Alliance, 11, rue A. Delporte, 1050 Bruxelles.

I.C.O. a reçu les ouvrages suivants. On les a expédié à ceux qui peuvent les lire et en faire une critique pour I.C.O., si ça en vaut la peine :

— LA CRISE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE : Edition La Taupe - 106, rue A. Delporte - 1050 Bruxelles.

— SUR LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE : Trotsky - Textes rassemblés et préfacés par D. Guerin - La Taupe.

— LE MARXISME APRES MARX : Pierre Souyri - Flammarion.

— IDEOLOGUES ET IDEOLOGIES DE LA NOUVELLE GAUCHE : Bern Oelgart - U.G.E. 8, rue Garancière - Paris 6ème.

— POUR L'ANARCHIE : traduit de l'anglais - Nicolas Walter - C.I.R.A.

— CREATIVITE - Mihai Korne - Temps présent - 18-20, rue du Fg du Temple, Paris 2ème.

— LE TESTAMENT DES SŒURS PAPIN : brochure rédigée par des étudiants de Sciences Po lors des élections. Un camarade a trouvé que « malgré son corporatisme, elle pouvait intéresser des camarades d'I.C.O. » tant par son contenu que par sa technique d'expression (demander à I.C.O.).

— POUR LA CREATION D'UNE FEDERATION INTERNATIONALE DES COMMUNAUTES REVOLUTIONNAIRES (manifeste d'International Creativity) - brochure contenant un bref texte avec des citations de Reich, Marx, Bakounine - plate-forme théorique minimale - qui se traduit par une pratique externe :

1) propagande théorique par diffusion de textes et d'analyses

2) une « absolue démarcation vers les idéologues gauchistes, dans une lutte contre leur opportunisme théorique et pratique », la « renonciation à toute forme d'attentisme ou actes dits exemplaires *dès lors qu'ils ne s'inscrivent pas dans une situation favorable* (situation qui peut naître des crises organiques inhérentes au mode de production capitaliste) c'est un leurre de prétendre que l'acte terroriste peut amener la radicalisation des masses » (là-dessus des camarades d'I.C.O. sont bien d'accord)

3) liaison avec d'autres noyaux pour travail de propagande

4) l'entreprise du sabotage quotidien...

Le tout veut être « non un appel au renforcement de nos propres effectifs, mais comme un appel à la multiplication de groupes en accord avec ce manifeste en

vue de jeter les bases d'une fédération Internationale des Communautés Révolutionnaires ».

(IAB, 115, avenue de la Bourdonnais, Paris 7ème).

— ROUGE (n° 51 à 57) - B.P. 201, Paris 19ème.

articles sur la campagne pour la libération des 3 appelés emprisonnés par l'armée - étude et critique du mouvement de la Gauche Prolétarienne.

— JEUNE REVOLUTIONNAIRE (n° 12) - 87, Fg St-Denis Paris 10ème - le meeting du 1er février au Bourget (n° 13) - Congrès de l'U.N.E.F.

— LE PROLETAIRE (n° 75 à 78) - B.P. 375, Marseille Colbert - capitalisme russe - 19ème congrès P.C.F. - utopie réactionnaire du contrôle ouvrier - limite et dégénérescence du syndicat - socialisme et syndicalisme.

— PROGRAMME COMMUNISTE (n° 47) - même adresse - Garaudy ou la Révolution pacifique de don Quichotte.

— LUTTE OUVRIERE (n° 76 à 84) - 54, rue M. le Prince Paris 5ème. - scandale des transports parisiens - 19ème congrès P.C.F. : sa force « démocratique » - la femme dans la société capitaliste, une double exploitation - échange de lettres avec le P.S.U. et la Ligue Communiste sur le parti révolutionnaire.

— ECOLE EMANCIPEE (n° 12) - Tarvoz, 12, rue Le Braze, 22 Saint-Brieuc. - l'antimilitarisme : « système d'exploitation et militarisme - militarisme d'aujourd'hui militarisme et conscience de classe ». — Numéro Spécial : Mai 68 - Janvier 70 (vingt mois de lutte) - (2 F).

— PERSPECTIVES SYNDICALISTES (n° 57 et 58) - 8, Place Bonsargent, Paris 10ème - « contrats de progrès » ou duperie ? - la nouvelle société - l'U.R.S.S. et l'économie marchande - n° 59 - critique du livre de Guérin « Pour un marxisme libertaire ».

— CAHIERS DE LHUMANISME LIBERTAIRE - Teval - 33, bd Quimet, Paris 14ème - n° 164 - la pensée constructive de Bakounine.

— ESPRIT LIBRE (n° 53) - 7, rue Boucicaud, Paris 15e.

— PEUPLE BRETON (n° 76 et 77) - B.P. 713, Rennes. - la lutte des pêcheurs de Lorient.

— UNION PACIFISTE (n°43-44) - Gauchon, Gpe P. Languevin, 78 Trappes.

— VOIX DE LA PAIX (n° 207) Bauchet, B.P. 20, 14 Villers-sur-Mer.

— INTEREDUCATION (n° 13) - 8, rue Marcelin Berthelot - 92 Montrouge.

CAHIERS DES AMIS DE HAN RYNER (n° 96) - 3, allée du Château, 93 Pavillons-sous-Bois.

— MONDE LIBERTAIRE (n° 159) - 3, rue Ternaux, Paris 11ème - la Race et le Racisme.

— L'IDIOT INTERNATIONAL (mars 70) - 2, rue Vanvilliers, Paris 1er - édition spéciale « Nanterre partout ! », après les incidents du 7 au 10 mars.

— ET CETERA (n° 49) - Bulletin de l'Union interlinguistique de France - 27, rue Hoche, 78 St-Cyr l'Ecole.

— LES CAHIERS DE L'AIRE (n° 3-4 - 40, bd Sergent Triaire, Nîmes) - Retour d'un enfant à la parole - les enfants arriérés profonds.

Nous reparlerons dans le prochain numéro des bulletins axés spécialement sur les entreprises (Action Tours, Action P.T.T., La base Citroën, Bulletin Assurances Générales de France, le cri des Labos, Lutte de classe).

#### EN ESPAGNOL

— ESPOIR C.N.T., numéros 419 à 423 - Bourse du Travail, place St-Sernin, 31 Toulouse.

— REGENERACION - F.A.M. - n° 16 nov.-déc. 69 - Apartado Postal 9090 Mexica I DF.

— LA BATALLA (POUM) n° 172 - 74, rue de Charonne, Paris 11ème.

— BROCHURE DE OROBON FERNANDEZ - V Mari, 15, rue du Four, 33 Bordeaux. - Cette brochure est l'intervention d'Orobon dans la réunion - débat entre la C.N.T. et le P.C.E. le 27-2-32. C'est vieux, mais intéressant surtout que Orobon est très peu connu et c'est dommage. Nous citons : «...En suivant le mot d'ordre résumé dans la phrase de Lénine : Pouvoir soviétique + électrification = socialisme, se développe aujourd'hui en Russie un culte à l'industrialisme qui fait de l'ouvrier un objet de la production comme un quelconque outil. Le Plan est l'expression d'une exploitation ultracapitaliste. Pour industrialiser, il faut accumuler et l'accumulation du capital se fait en Russie comme dans un quelconque pays capitaliste, à force de la plus value ouvrière, c'est-à-dire avec une partie importante du salaire ouvrier... ».

## Pour une modification du texte de présentation

### LETTRE D'UN CAMARADE DE LA REGION PARISIENNE

« ...J'ai lu le n° 89 avec beaucoup d'attention et d'intérêt, comme tous les autres numéros. Contrairement à plusieurs correspondants, je n'ai jamais été déçu par I.C.O., je ne pouvais pas l'être puisque I.C.O., pour moi, n'a jamais été autre chose qu'une tribune libre permanente de la première à la dernière ligne. Seul, le texte de la dernière page m'a paru équivoque, je l'écrivais il y a près de 3 ans (cf I.C.O. 60, mai 67). Les camarades qui demandent davantage à I.C.O. me donnent raison, pour éviter cette confusion et la répétition des mêmes critiques, je vous propose de remanier ce texte de dernière page. C'est déjà ce que je proposais dans I.C.O. 60, je ne récris pas ce que je disais alors, mais si cela est nécessaire pour la compréhension des amendements que je suggère, vous pouvez à nouveau diffuser ces lignes. Il est un peu étonnant que ce texte de dernière page, présenté comme modifiable en permanence, soit demeuré inchangé depuis trois ans. Ci-joint

donc mes suggestions. Cet texte devrait éviter toute méprise, on ne devrait plus parler de camarades d'ICO mais de camarades écrivant dans I.C.O. ou lisant I.C.O.... I.C.O. = boîte aux lettres et c'est tout. »

*Nous reproduisons le passage de la lettre du même camarade paru dans le n° 60 d'I.C.O., mai 67, et concernant ce problème :*

« Sur le texte « ce que nous sommes, ce que nous voulons », entièrement d'accord avec les 5 premiers paragraphes. Mais le 6ème me laisse très insatisfait. Je ne comprends pas le début : « le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs ». I.C.O. prétend, dans son n° 58, ne pas se payer de mots. C'est un comportement rarissime et difficile. Mais comment parler en France et en 1967 (car c'est dans ces conditions que vous vous placez, je pense) de « mouvement ouvrier » de « lutte de classe » de « travailleurs » sans donner de ces termes une définition précise. Est-

ce le salaire, le niveau socio-culturel, les conditions de logement, le type de travail qui — séparément ou ensemble — permettent de définir ce qu'est un ouvrier, ou un travailleur, ou une classe sociale ? Voici ce que votre texte ne dit pas, et qui — à mes yeux — est indispensable. Affirmer dans la 2ème phrase de ce 6ème paragraphe que « ce sont eux seuls (ouvriers ou travailleurs) qui nous apprennent pourquoi et comment lutter » me semble bien être la position de quelqu'un qui se paie de mots. Sur quoi vous basez-vous pour cette affirmation ? Sur un postulat du genre « toute classe exploitée possède en elle-même les potentialités innées propres à assurer sa désaliénation » : mais qui aurait pourvu ces groupes humains de ces potentialités : la nature, un dieu ? Je demeure perplexe. Tout autant que si c'est dans l'histoire que vous cherchez vos justifications et l'affirmation dont je conteste la validité. Au contraire, l'étude réfléchie des événements historiques prouve que seul un groupe dominé est incapable de briser ces chaînes définitivement. D'ailleurs, les sciences humaines et particulièrement celles qui s'intéressent aux mobiles des comportements humains ont fait depuis une décade des découvertes si importantes et si utilisées (progrès ou non, il serait trop long d'en discuter aujourd'hui) entre autre dans le domaine du subconscient et de l'inconscient que, même si on admettait le postulat que j'ai essayé de formuler ci-dessus, il faudrait être bien déraisonnable pour accorder une chance aux travailleurs de sortir de leur esclavage, seuls devant les pouvoirs insidieux des mass media, évidemment domestiquées par les tyrans de toutes sortes (cf les livres de Vance Packard). Avez-vous comparé le pouvoir d'I.C.O. face à des films de TV ou de ciné — peut-être — qui apportera un démenti irréfutable ? pourvus de stimulus inconsciemment perçus par notre esprit et destinés soit à renforcer nos désirs de conformisme politique ou de recherche d'une image paternelle, soit à orienter notre participation à la vie civique en inhibant nos tendances à la contestation ? Je suis d'ailleurs surpris qu'I.C.O. ne donne pas plus d'audience à l'intrusion des sciences humaines dans les luttes socio-politiques. La lutte de classe, si lutte de classe il y a, n'est pas seulement soumise à des impératifs économiques. Je reprends votre texte : « nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ». D'accord, « eux seuls peuvent faire quelque chose », même si je passe sur l'imprécision de la formule (quelque chose = quoi), je recuse le slogan et plus précisément le mot « seuls ». Dans la phrase suivante, j'aurais écrit : « nous ne voulons que leur apporter... » au lieu de « nous ne pouvons... ». Mais, là encore, et à moins de se payer de mots, vous ne pouvez limiter votre action à celle d'un informateur ; que vous le vouliez ou non, votre rôle est aussi de formation, d'éducation, et c'est normal. »

#### REPONSE D'UN CAMARADE DE PARIS

Personnellement, je ne pense pas que ta définition

d'I.C.O., « boîte aux lettres » corresponde à ce que la majorité des camarades désirent qu'il soit.

Cette formule ne peut en effet être utilisée que dans un cadre précis, qui est défini précisément par la « plate-forme d'I.C.O. », sorte de base minimum qu'acceptent les camarades au moment même où ils viennent s'exprimer à travers I.C.O.

Dire simplement : I.C.O. est une boîte aux lettres, signifie, ce que nous avons pensé pendant longtemps, que n'importe qui pouvait venir demander la publication de ses positions dans le bulletin. Cela n'a guère présenté d'inconvénients tant que les camarades d'I.C.O. étaient pratiquement tous des camarades d'entreprises et que l'échange qui se faisait par l'intermédiaire des colonnes d'I.C.O., touchait leur expérience de travailleur et la réflexion de cette expérience. Cette situation de fait a commencé à changer à partir du moment où, à la suite de mai 68, des camarades nouveaux, étudiants pour la plupart, ont commencé à poser dans I.C.O. des problèmes dont la discussion était intéressante, mais dont le caractère très général entraînait de longs exposés et de longues réponses.

I.C.O. se trouve pris dans un équilibre assez précaire qui peut être ainsi défini :

- les camarades du groupe de PARIS qui assument la charge la plus importante du travail matériel sont ceux qui attachent le plus de prix à la diffusion et à la discussion des informations sur les entreprises et le mouvement ouvrier.

- par suite de l'afflux de textes, très généraux, venant pour une bonne part de camarades considérant que la lutte se place plus sur un plan global que sur le terrain traditionnel de la lutte de classe dans les entreprises, ces mêmes camarades se trouvent contraints (en raison du caractère « I.C.O. boîte aux lettres ») de réduire le temps, les discussions, la place consacrés à ce qu'ils considèrent comme essentiel, la lutte de classe, et à apporter une part importante de leur forces à la diffusion d'idées avec lesquelles ils sont en désaccord et de textes émanant de camarades qui participent très peu ou pas du tout, au travail matériel d'I.C.O. et à sa charge financière.

- bien plus, ces mêmes camarades se trouvent l'objet de critiques assez virulentes (accusation de censure par exemple) alors que ce sont leurs propres positions qui se trouvent censurées en fait, et plus ou moins dénigrées en sous-mains par ceux-là même qui entendent utiliser I.C.O. boîte aux lettres comme canal d'expression de leurs positions.

Nous n'entendons pas rejeter cette situation mais la poser clairement devant l'ensemble des camarades d'ICO à la fois dans le bulletin, et surtout en vue d'un débat lors de la prochaine rencontre nationale qui devrait décider de la continuation et de la forme du bulletin, ce débat devant bien sûr être amorcé par les camarades eux-mêmes dans le bulletin.

# Ce que nous sommes, ce que nous voulons

## texte proposé :

*Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action, il constitue le point d'une discussion permanente entre tous les camarades qui font I.C.O. Chacun peut le remettre en question, en tout ou partie.*

*Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats et partis actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.*

*Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes du prolétariat en tant qu'auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne.*

*Nous pensons que c'est aux travailleurs eux-mêmes de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.*

*Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail de dénoncer les manœuvres des bureaucraties patronales et syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.*

*Dans les luttes, nous intervenons en tant qu'individu, et non comme membres d'une organisation pour que les manœuvres soient unitaires. Pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons, par des liaisons internationales, de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde, et de discuter avec eux.*

*Tout cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'Etat, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'Etat et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc... Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination, alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.*

*A côté des théories et des actions révolutionnaires du passé, la forme pratique et théorique que les travailleurs donnent aujourd'hui de la lutte des classes nous apprennent comment et pourquoi lutter. Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes. Dans ces luttes et dans cette gestion, nous refusons de nous substituer aux travailleurs. Mais, nous estimons qu'un moyen d'informations les mettant en liaison directe est indispensable.*

*INFORMATIONS CORRESPONDANCE OUVRIERES est ce moyen et pas autre chose.*

## texte ancien :

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action, il constitue le point d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I.C.O. Chacun peut le remettre en question, en tout ou partie.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons, par des réalisations internationales, de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde, et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'Etat, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'Etat et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc... Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination, alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leur fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

## informations correspondance ouvrières

Correspondance : P. BLACHIER, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS 19e

Abonnement : 1an - 12 numéros : 15 F. Versements : I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS